

cherungsrecht weitgehend durch entsprechende Begehren um unentgeltliche Rechtspflege kompensiert worden ist. Das ist die natürliche Folge: Wenn wir Gerichtskosten einverlangen, zieht das unweigerlich Begehren nach unentgeltlicher Rechtsprechung nach sich. Wir selbst haben die Streitwertgrenze, entgegen dem ursprünglichen Entwurf des Bundesrates, wieder herabgesetzt und bloss die Teuerung kompensiert. Und von dieser Streitwertgrenze haben wir zudem noch das Mietrecht und das Arbeitsrecht ausgenommen. Die häufigen Prozesse in diesem Bereich werden also inskünftig nicht nach der im Übrigen geltenden Streitwertgrenze Zugang zum Bundesgericht finden. Wir haben die subsidiäre Verfassungsbeschwerde durch die Einheitsbeschwerde kompensiert, und wir haben bei der Einheitsbeschwerde neue, noch nicht definierte Bestimmungen ohne entwickelte Praxis eingebaut.

Letztlich, aber nicht zuletzt möchte ich vor allem den bürgerlichen Fraktionen hier drin noch einmal ans Herz legen: Beachten Sie den Einfluss der Zahl der Richterstellen auf die Verfahrensdauer. Wir werden uns in der übernächsten Sessionswoche mit dem Verbandsbeschwerderecht befassen. Und ein grosses Ärgernis des Verbandsbeschwerderechtes ist die Verfahrensdauer. Wenn die beschwerdeberechtigten Organisationen damit rechnen können, dem Investor allein mit der Verfahrensdauer den Verleider beibringen zu können, ist das Verbandsbeschwerderecht attraktiv. Wenn wir dafür sorgen, dass die Verfahrensdauer reduziert wird, wird das – missbräuchlich eingesetzte – Verbandsbeschwerderecht automatisch weniger attraktiv. Deswegen brauchen wir nach der Überzeugung der Mehrheit Ihrer Kommission 41 Bundesrichterinnen und Bundesrichter; und ich bitte Sie, dies zu unterstützen.

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 06.400/3300)

Für den Antrag der Minderheit I 123 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II 54 Stimmen

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 06.400/3301)

Für den Antrag der Minderheit I 91 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit 87 Stimmen

Übrige Bestimmungen angenommen

Les autres dispositions sont adoptées

Art. 2

Antrag der Kommission

Abs. 1

Das Bundesgericht richtet ein Controllingverfahren ein. (Rest des Absatzes streichen)

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 2

Proposition de la commission

Al. 1

Le Tribunal fédéral établit une procédure de contrôle de gestion. (Biffer le reste de l'alinéa)

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Adopté

Art. 3

Antrag der Mehrheit

Streichen

Antrag der Minderheit I

(Huber, Baumann J. Alexander, Burkhalter, Füglistaller, Glasson, Hochreutener, Joder, Markwalder Bär, Pagan, Stamm)

Zustimmung zum Antrag des Bundesrates

Antrag der Minderheit II

(Baumann J. Alexander, Füglistaller, Joder, Pagan, Stamm)
Zustimmung zum Antrag des Bundesrates

Art. 3

Proposition de la majorité

Biffer

Proposition de la minorité I

(Huber, Baumann J. Alexander, Burkhalter, Füglistaller, Glasson, Hochreutener, Joder, Markwalder Bär, Pagan, Stamm)

Adhérer à la proposition du Conseil fédéral

Proposition de la minorité II

(Baumann J. Alexander, Füglistaller, Joder, Pagan, Stamm)

Adhérer à la proposition du Conseil fédéral

Angenommen gemäss Antrag der Minderheit I/II

Adopté selon la proposition de la minorité I/II

Art. 4

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 06.400/3302)

Für Annahme des Entwurfes 99 Stimmen

Dagegen 76 Stimmen

06.002

Staatsrechnung 2005 Compte d'Etat 2005

Erstrat – Premier Conseil

Botschaft des Bundesrates 29.03.06

Message du Conseil fédéral 29.03.06

Bestellung: BBL, Vertrieb Publikationen, 3003 Bern

Commande: OFCL, diffusion des publications, 3003 Berne

Nationalrat/Conseil national 08.06.06 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 08.06.06 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 12.06.06 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

06.020

Voranschlag 2006. Nachtrag I Budget 2006. Supplément I

Erstrat – Premier Conseil

Botschaft des Bundesrates 29.03.06

Message du Conseil fédéral 29.03.06

Bestellung: BBL, Vertrieb Publikationen, 3003 Bern

Commande: OFCL, diffusion des publications, 3003 Berne

Nationalrat/Conseil national 08.06.06 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 08.06.06 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 12.06.06 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Präsident (Janiak Claude, Präsident): Herr Bundesrat Merz ist zurzeit noch im Ständeratssaal. Wir beginnen die Debatte trotzdem, denn er weiss ja, was die Berichterstatte und die Einzelredner hier nun sagen werden.

Kohler Pierre (C, JU), pour la commission: Pour la deuxième fois, l'exposé d'entrée en matière sur le compte d'Etat comportera également un chapitre sur les activités annuelles des Commissions des finances. En effet, la nouvelle loi sur le Parlement prévoit à son article 55 que les Commissions des finances rendent compte chaque année au Parlement des principaux résultats de leurs travaux. La question s'est donc posée de savoir s'il convenait de vous rendre un rapport écrit, mais après avoir consulté les organes juridiques du Parlement, et compte tenu des mesures de simplification que nous devons prendre lorsque cela est possible, les Commissions des finances ont décidé de renoncer à ce rapport en intégrant dans leur exposé d'entrée en matière oralement le tableau des activités qu'elles ont déployées durant l'année écoulée. Cependant, ne vous attendez pas à de la grande littérature, les chiffres prenant plus de place que les lettres dans ce rapport.

Mon exposé se composera de trois parties que je m'efforcerai de rendre brèves, à savoir: premièrement, le compte d'Etat 2005, deuxièmement, le supplément I au budget 2006 et troisièmement, les activités des Commissions des finances en 2005.

Le compte d'Etat, tel qu'il est présenté par le Conseil fédéral, boucle avec des dépenses pour 51,4 milliards de francs au compte financier ou 2,2 pour cent d'augmentation par rapport à l'année précédente, mais 1,1 milliard de francs de moins que budgétisé; des recettes pour 51,3 milliards de francs ou 5,5 pour cent de plus par rapport à l'année précédente, et 533 millions de francs de plus que budgétisé; enfin, un excédent de dépenses de 121 millions de francs alors que le budget prévoyait 1798 millions de francs, contre 1,7 milliard de francs en 2004.

Le compte de résultats, qui s'apparente au compte de fonctionnement des cantons ou au compte de pertes et profits d'une entreprise, accuse un excédent de charges de 2,6 milliards de francs. Nous verrons plus tard d'où vient la différence entre les résultats respectivement du compte financier et du compte de résultats. Les chiffres ne comprennent pas le produit de la vente d'or de la BNS pour 7 milliards de francs et de la vente d'actions de Swisscom pour 1,35 milliard de francs. Les chiffres clés fondant ce résultat sont les suivants: les dépenses représentent 11,2 pour cent du produit intérieur brut, ce qui est une diminution par rapport aux années précédentes; les recettes atteignent 10,4 pour cent du PIB; elles sont en progression par rapport aux années précédentes.

Les intérêts passifs restent très élevés par rapport aux dépenses. Ils atteignent un taux de 7 pour cent, en augmentation par rapport au compte 2004 et au budget 2005.

Si nous prenons les dépenses par groupes de tâches, le classement est le même que l'an dernier. La prévoyance sociale caracole largement en tête, avec des dépenses de 14,1 milliards de francs, représentant 27,5 pour cent de l'ensemble des dépenses de la Confédération. Cela correspond à une augmentation de 330 millions de francs, ou de 2,4 pour cent par rapport à 2004. Cette augmentation est imputable en particulier à une forte croissance des dépenses pour l'AVS et l'AI ainsi que pour l'assurance-maladie. En revanche, les dépenses au titre de l'assurance-chômage et dans le domaine des réfugiés ont diminué.

Finances et impôts absorbent 19,9 pour cent des dépenses fédérales ou 10,2 milliards de francs, soit 800 millions de plus qu'en 2004. Ce secteur ne constitue pas un groupe de tâches au sens propre du terme. Il engloutit 1 franc sur 5 du budget de la Confédération et constitue ainsi le deuxième groupe de dépenses du budget par ordre d'importance. Son augmentation s'explique pour l'essentiel d'une part par la croissance des quotes-parts de tiers aux recettes de la Confédération, qui passent à 6,5 milliards de francs, et d'autre part par le service et la gestion de la dette de la Confédération, qui augmente de 330 millions à 3,7 milliards de francs en raison des intérêts et du service de la dette. Un simple calcul nous montre que le service de la dette coûte à la Confédération plus de 10 millions de francs par jour.

Le trafic constitue la deuxième tâche de la Confédération mais apparaît comme troisième groupe de dépenses. Le trafic figure au compte 2005 pour 7,8 milliards de francs de dépenses, soit un septième de tout le budget. Les dépenses pour les transports publics représentent 4,6 milliards de francs; le domaine des routes absorbe 2,8 milliards de francs. Il sied de relever que le financement spécial de la circulation routière dégage un surplus de 154 millions de francs et atteint un solde cumulé de 3,9 milliards de francs environ.

Les dépenses consacrées à la défense nationale, dans le compte 2005, s'élèvent à 4,6 milliards de francs, soit 65 millions, ou 1,4 pour cent de moins qu'en 2004. Les crédits de paiement affectés à la défense nationale militaire diminuent de 112 millions de francs par rapport au budget et ceux consacrés à la défense nationale civile de 4 millions. La part des dépenses fédérales affectées à la défense nationale atteint 8,9 pour cent.

En 2005, les crédits pour la formation et la recherche fondamentale ont atteint 3,9 milliards de francs, soit 22 millions de plus que l'année précédente seulement. Ce groupe de tâches occupe la quatrième place. Les écoles polytechniques fédérales coûtent à la Confédération 1,8 milliard de francs, les universités cantonales touchent environ 642 millions de francs de subventions et les hautes écoles spécialisées 274 millions. Le solde est destiné à la formation professionnelle, soit 529 millions de francs, et à la recherche fondamentale, dont le subventionnement est stabilisé à 1 milliard de francs environ.

Avec 3,8 milliards de francs, l'agriculture et l'alimentation constituent la cinquième tâche de l'Etat fédéral. Mais avec l'introduction des nouvelles règles de l'OMC, il y a lieu de s'attendre à une diminution des dépenses dans ce secteur ces prochaines années.

Les dépenses pour les relations que la Suisse entretient avec l'étranger se chiffrent quant à elles à 2,46 milliards de francs. Elles comprennent les dépenses pour l'aide au développement, 1,45 milliard, pour nos relations diplomatiques et consulaires à l'étranger, 832 millions, et pour les mesures économiques, 176 millions.

Les six autres groupes de tâches se répartissent les 4,5 milliards de francs restants. Il s'agit des domaines de l'administration générale, 1,85 milliard, de l'environnement et de l'aménagement du territoire, 633 millions, des autres secteurs économiques – comprenant entre autres la sylviculture et l'énergie –, 694 millions, et de la culture, 450 millions. Par rapport à l'an 2004, on constate que les dépenses de ces six groupes de tâches diminuent de 233 millions de francs, ou 4,9 pour cent. Les dépenses relevant de justice et police, budgétées à 760 millions de francs, marquent le pas et diminuent à 687 millions.

Selon le classement des dépenses par nature qui montre le type de dépenses opérées par la Confédération, on distingue les dépenses courantes ou de consommation qui représentent 88,7 pour cent du budget de la Confédération et celles d'investissement à hauteur de 11,3 pour cent. Contrairement à ce qui se passe dans les cantons et les communes, ces dernières ne représentent qu'une faible part des dépenses totales; elles sont d'ailleurs en diminution par rapport à l'an 2004.

Globalement, les programmes d'allègement budgétaire 2003 et 2004, ainsi que le programme d'abandon de tâches ont déjà exercé des effets sur les dépenses qui diminuent en tout pour la deuxième année constitutive de 1,1 milliard de francs par rapport au budget. Il est à noter que les dépenses de personnel s'élèvent à 4,3 milliards de francs; elles sont en régression par rapport à 2004 et diminuent de 173 millions par rapport au budget.

Pour la deuxième année consécutive depuis l'an 2000, abstraction faite des ventes d'actions de Swisscom en 2002 ainsi que de la vente des réserves d'or excédentaire et des actions Swisscom de l'année 2005, les recettes totales sont en augmentation. En 2003, elles se sont élevées à 47,1 milliards de francs. Les comptes 2004 ont bouclé avec 48,6 milliards de francs de recettes. Les comptes 2005 attestent de

51,3 milliards de francs de recettes: l'impôt fédéral direct atteint 12,2 milliards, soit 391 millions de plus qu'en 2004; la TVA atteint 18,1 milliards, soit plus 453 millions par rapport à 2004; l'impôt anticipé 4 milliards de francs, soit 1,4 milliard de plus qu'en 2004; l'impôt sur le tabac passe pour la seconde fois la barre des 2 milliards de francs et reste stable; enfin, les droits de timbre se maintiennent à 2,7 milliards de francs.

La fixation des recettes revêt désormais un caractère politique puisqu'elle constitue une composante de la fixation du frein à l'endettement. Ce frein vise à définir le montant maximum des dépenses autorisées.

A cet effet, on part des recettes totales budgétisées, en l'occurrence 51 282 millions de francs, que l'on multiplie par un facteur conjoncturel k – cette lettre n'ayant bien entendu rien à voir avec le rapporteur de votre commission! – qui est plus grand que 1 en cas de faiblesse conjoncturelle et plus petit que 1 en cas de haute conjoncture. En l'occurrence, la reprise conjoncturelle prévisible pour 2005 s'est confirmée. Le facteur k passe donc en dessous de la barre pour se fixer à 0,998. Ainsi, le plafond des dépenses s'établit à 51 179 millions de francs. Il convient d'augmenter ce montant de 2 milliards de francs pour tenir compte du plan de réduction des déficits. Les dépenses maximales autorisées atteignent dès lors 53 179 millions de francs. Etant donné que les dépenses effectives sont fixées à 51 403 millions de francs, le budget du Conseil fédéral est inférieur de 1776 millions de francs au seuil fatidique du frein à l'endettement. Vous trouverez les détails de cette démonstration aux pages 13 et 14 du message.

Il faut cependant relever que le compte de compensation se voit crédité de 1782 millions de francs, alors que le compte d'Etat affiche encore un déficit de 121 millions de francs. Il y a là un paradoxe dont la Commission des finances devra encore discuter lors de l'examen du budget 2006.

Enfin, le compte de résultats boucle avec un excédent de charges de 2,6 milliards de francs, alors que l'excédent de dépenses du compte financier est de 121 millions de francs dans le message. Or, c'est l'excédent de charges du compte de résultats qui indique le véritable résultat patrimonial et en l'occurrence, l'appauvrissement de la Confédération. Les causes principales en sont des amortissements d'anciennes charges, pour 1,7 milliard de francs, pour l'amortissement des découverts des caisses de pension de la Confédération et de la Poste ainsi que pour des amortissements des patrimoines financiers administratifs, pour 1,7 milliard de francs. Après correction par les revenus supplémentaires pour 600 millions de francs, l'excédent de charges de 2,5 milliards de francs vient augmenter le découvert du bilan de la Confédération qui atteint, à fin 2005, plus de 94 milliards de francs. Ce découvert a sextuplé depuis 1990. Il représente 13 600 francs par habitant en Suisse. En effet, en 1990, il s'élevait à 17,5 milliards de francs pour des recettes de 31,1 milliards de francs au budget, et aujourd'hui il est de 94 milliards de francs pour des recettes de 51,3 milliards de francs. Ces seuls chiffres nous montrent à quel point l'état des finances de la Confédération reste préoccupant.

S'agissant du fonds pour les grands projets ferroviaires, il faut rappeler que les dépenses consacrées aux nouvelles transversales ferroviaires alpines, à «Rail 2000», au raccordement de la Suisse orientale et occidentale au réseau européen des trains à grande vitesse ainsi qu'aux mesures antibruit le long des voies ferrées, n'apparaissent plus dans le compte d'Etat.

Les moyens financiers nécessaires à la réalisation de ces projets sont directement portés au débit du fonds. Mais les recettes affectées sont inscrites au compte financier et comptabilisées au titre de dépenses. Le compte 2005, pour ce qui touche au fonds pour les grands projets ferroviaires, représente des prélèvements d'un montant total de 2,2 milliards de francs pour financer les différents projets. La majeure partie de ces prélèvements, soit 1,7 milliard de francs, est consacrée aux nouvelles transversales ferroviaires alpines. Compte tenu des attributions au fonds provenant des recettes affectées, le bilan du fonds présente des avances

cumulées pour 6,3 milliards de francs. Vous trouverez les explications détaillées sur ce fonds aux pages 604 et suivantes du message. Le fonds fait l'objet de l'arrêté fédéral II que vous serez appelés à adopter.

Le Conseil fédéral nous soumet aussi un arrêté fédéral III concernant les comptes 2005 du domaine des écoles polytechniques fédérales (EPF). Vous trouverez les explications à ce sujet dans les comptes spéciaux du budget, page 611 et suivantes du message. Le budget des EPF est alimenté par une contribution de la Confédération de 1,8 milliard de francs. En 2005, les écoles ont des charges pour 2 milliards de francs et des revenus pour 2,3 milliards de francs; il en résulte un excédent de revenus de 300 millions de francs.

Depuis trois ans, le budget de la Régie fédérale des alcools ne fait plus l'objet d'un message séparé. En effet, il est intégré au message sur le compte d'Etat. Les informations sur le compte de la Régie fédérale des alcools figurent dans les comptes spéciaux, page 642 et suivantes du message, ainsi que dans l'arrêté fédéral IV.

Pfister Theophil (V, SG), für die Kommission: Es gibt ja nicht nur die Rechnung, sondern auch die Berichterstattung über die Hauptergebnisse der Arbeit der Finanzkommission, die wir nach Artikel 55 des Parlamentsgesetzes hier machen müssen.

Die Finanzkommission hat an der Sitzung vom 15. und 16. Mai 2006 die Staatsrechnung 2005 beraten und beantragt dem Rat die Genehmigung. Zuvor wurden in den Subkommissionen entsprechende Vorarbeiten geleistet und die Rechnungen der Ämter, Behörden und Gerichte geprüft. Die Finanzkommission stützt sich bei der Rechnungsprüfung auf die Berichte der Eidgenössischen Finanzkontrolle, etwa auf den Jahresbericht, sowie auf Hinweise, die sich aus der Arbeit der Finanzdelegationen ergeben. Gemäss der Beurteilung der Eidgenössischen Finanzkontrolle entsprechen die Buchführung und die Jahresrechnung den gesetzlichen Vorschriften und den Vorschriften zur Schuldenbremse. Alle Subkommissionen beantragen der Finanzkommission die Genehmigung der Staatsrechnung 2005.

Zu den Ergebnissen des Jahres 2005: Die Staatsrechnung 2005 schliesst mit Einnahmen von 51,3 Milliarden Franken und Ausgaben von 51,4 Milliarden Franken beinahe ausgeglichen ab; dies, nachdem im Budget noch ein Defizit von 1,8 Milliarden Franken vorgesehen war. Das effektive Defizit beträgt noch 121 Millionen Franken. Im Jahr 2005 flossen der Staatskasse zusätzliche Einnahmen in Höhe von rund 8,35 Milliarden Franken zu, aus dem Verkauf des Nationalbankgolds 7 Milliarden Franken und aus dem Verkauf von Swisscom-Aktien 1,35 Milliarden Franken. Da dies im Sinne der Schuldenbremse ausserordentliche Einnahmen sind, dürfen sie nicht zur Finanzierung der Ausgaben verwendet werden. Sie sind deshalb in den obigen Zahlen zu den Einnahmen nicht enthalten.

Dem statistischen Ausgleichskonto der Schuldenbremse werden rund 1,77 Milliarden Franken gutgeschrieben. Um diesen Betrag wurden die höchstens zulässigen Ausgaben unterschritten. Im neuen Finanzhaushaltsgesetz vom Oktober 2005 ist festgelegt worden, dass das Ausgleichskonto der Schuldenbremse per Ende 2006 auf null gestellt wird. Die Mehrheit der Finanzkommission und auch unser Rat haben diese ausgeglichene Rechnung seit Jahren gefordert. Dass das nun bereits im vergangenen Jahr in der Finanzrechnung beinahe Realität wurde, ist auf einige positive Faktoren zurückzuführen. Die Hauptgrundlage der ausgeglichenen Finanzrechnung ist die vom Volk genehmigte Schuldenbremse, die zu den Sparbeschlüssen der vergangenen Jahre im Rahmen der Entlastungsprogramme führte. Daneben ergaben sich gegenüber dem Budget auch Mehreinnahmen, so z. B. Mehreinnahmen von fast einer Milliarde Franken bei der Verrechnungssteuer. Mindereinnahmen von rund 600 Millionen Franken ergaben sich hingegen bei der Stempelabgabe. Insgesamt haben die Einnahmen um 5,5 Prozent oder um 550 Millionen Franken zugenommen.

Ein wesentlicher Beitrag an die Verbesserung des Rechnungsabschlusses ist aber insbesondere mit den Minder-

ausgaben von 1,3 Milliarden Franken geleistet worden. Sie erklären zu einem wesentlichen Teil, wieso die Rechnung besser abschliesst als das Budget. Sehr viele Kredite sind nicht ausgeschöpft worden. Die restriktive Ausgabenpraxis der Verwaltung findet sich generell in der Rechnung 2005: Es ist erfreulich, festzustellen, dass die Budgetvorgaben in allen Departementen und bei den eidgenössischen Räten sowie bei den Gerichten unterschritten worden sind. Wir dürfen diesen Erfolg auf die klaren Forderungen des Eidgenössischen Finanzdepartementes, der Finanzkommissionen und des Parlamentes, aber auch auf eine erfolgreiche Arbeit in den Departementen zurückführen. Der Verwaltung und dem Personal sei an dieser Stelle für diese Leistung gedankt.

Wie eingangs erwähnt, hat die Finanzrechnung erfreulich abgeschlossen. Eindeutig unbefriedigend ist der Abschluss der Erfolgsrechnung. Diese beinhaltet auch die Abschreibungen und Altlasten. Die Erfolgsrechnung schliesst mit einem Aufwandüberschuss von 2,6 Milliarden Franken ab. Diese Differenz zum Defizit der Finanzrechnung von 121 Millionen Franken erklärt sich im Wesentlichen aus dem Abschreibungsbedarf und aus den vom Bund übernommenen Fehlbeträgen für die Pensionskassen von Bund und Post von 1,7 Milliarden Franken. Negativ anzumerken ist auch die immer noch starke Erhöhung der Bundesschulden. Sie erhöhten sich im Jahr 2005 um 3,7 Milliarden auf 130,3 Milliarden Franken. Dies ist im Wesentlichen darauf zurückzuführen, dass der Bund ein Darlehen von 1,8 Milliarden Franken an die Arbeitslosenversicherung gewähren musste und dass er an den Fonds für die Eisenbahn-Grossprojekte einen Vorschuss von 923 Millionen Franken geleistet hat.

In den Medien wird der Vorwurf erhoben, wir legten hier eine geschönte Rechnung vor. Insbesondere wird beanstandet, dass bei den öffentlichen Finanzen noch keine Konsolidierungsregeln gelten würden, die mit denen der Wirtschaft vergleichbar wären. Dieser Vorwurf ist insofern berechtigt, als beim bisherigen System nicht in dem Ausmass konsolidiert worden ist, wie es in der Privatwirtschaft üblich ist, was es eben erschwerte, eine Gesamtübersicht über die finanzielle Situation des Bundes zu gewinnen. Fragen stellen sich etwa bei der Darstellung der Beteiligungen an der Swisscom oder bei der Darstellung der Darlehen an diverse Fonds, etwa an den IV-Fonds. Da das Budget 2007 erstmals gemäss den Vorgaben eines neuen Rechnungsmodells erstellt wird, wird die übernächste Rechnung in anderer Form, nämlich nach den Regeln des neuen Rechnungsmodells (NRM), dargestellt, das auf dem neuen Finanzhaushaltsgesetz (FHG) basiert. Nächstes Jahr werden wir uns aber noch einmal mit einer Darstellung der Rechnung, wie sie jetzt vorliegt, begnügen müssen, da das Budget 2006 noch nach alter Methode und altem FHG aufgestellt worden ist.

So weit die wichtigsten Zahlen und Fakten zur Rechnung 2005.

Noch etwas zu den finanzpolitischen Kennzahlen: Die Kennzahlen der Rechnung 2005 zeigen ein durchgezogenes Bild. Die Steuerquote in Prozent des BIP ist von 10,1 auf 10,4 gestiegen, mitverursacht durch die Erhöhung der LSVA. Die Staatsquote ist etwas gesunken, von 11,3 auf 11,2 Prozent; dies, weil die Ausgaben gegenüber dem Budget um 2,2 Prozent gestiegen sind, während das nominelle Wirtschaftswachstum 2,5 Prozent betrug. Die Verschuldungsquote unseres Landes blieb konstant bei 28,5 Prozent, und die Teuerung betrug im vergangenen Jahr 1,2 Prozent.

Die Rechnung ist somit immer noch im Ungleichgewicht, aber noch grössere Sorgen ergeben sich aus den Perspektiven für die Zukunft, welche ein starkes Ansteigen der Ausgaben zeigen. Die einzelnen Aufgabengebiete wachsen dabei unterschiedlich. Ein hohes Wachstum zeigt etwa die soziale Wohlfahrt, die mit gesetzlich gebundenen Ausgaben steigt. Es stellt sich insbesondere unter dem Regime der Schuldenbremse ernsthaft die Frage, wie das innerhalb des Bundeshaushaltes kompensiert werden soll. Weitere Kürzungen bei der Landwirtschaft oder beim VBS sind kaum mehr möglich, bei der Bildung und Forschung sind Mehrausgaben erschwert.

Immerhin hat sich neu ein Grundsatz durchgesetzt: dass wer neue Ausgaben beschliesst, auch dafür sorgen muss, dass klar ist, wo er diese einsparen will. Das ist ein Fortschritt. Angesichts der eben erwähnten Perspektiven hat der Finanzminister in der Finanzkommission vorsorglich eine «Frostwarnung» durchgegeben: Wo neue Bundesaufgaben warten, sei zuerst die Finanzierung zu klären, oder es sei darauf zu verzichten. Die Finanzrechnung 2005 soll nicht nur ein Strohfeuer gewesen sein; bei der Erfolgsrechnung und bei den Staatsschulden sind wir noch nicht auf festem Boden. Trotzdem hat die Finanzkommission die Rechnung 2005 praktisch ohne Opposition gemäss den Anträgen des Bundesrates verabschiedet; es gab nur vereinzelte Gegenstimmen.

Nun noch zum Nachtrag: Dem Nachtrag I zum Voranschlag 2006 mit Kreditanträgen im Umfang von 279,6 Millionen Franken ist von der Kommission zugestimmt worden. Enthalten sind im Nachtrag auch vier Verpflichtungskredite im Gesamtbetrag von 286 Millionen Franken und ebenso Nachträge von 143 Millionen Franken für die Bewältigung der Unwetterschäden. Die Kommission beantragt Ihnen einstimmig, diesem Nachtrag I zuzustimmen.

Damit komme ich zu den Bundesbeschlüssen gemäss den Anträgen des Bundesrates, die Sie auf den Seiten 117 bis 120 der Botschaft zur Staatsrechnung finden. Die Finanzkommission beantragt einstimmig die Genehmigung des Bundesbeschlusses I. Der Bundesbeschluss II betrifft die Rechnung des Fonds für die Eisenbahn-Grossprojekte; auch hier beantragt die Finanzkommission mit 20 zu 1 Stimmen bei 1 Enthaltung Genehmigung. Der Bundesbeschluss III betrifft die Rechnung des ETH-Bereiches; wir beantragen einstimmig die Genehmigung. Der Bundesbeschluss IV betrifft die Rechnung der Eidgenössischen Alkoholverwaltung; auch diese Rechnung ist ohne Gegenstimmen, also einstimmig, in der Kommission genehmigt worden – und die Genehmigung wird so beantragt. In Artikel 2 hat die Kommission aber eine Änderung vorgenommen: Der Bericht über die Verwendung des Alkoholzehntels durch die Kantone in den Jahren 2000/01 bis 2003 ist vom Parlament nicht zu genehmigen, sondern lediglich zur Kenntnis zu nehmen. Die Verwaltung hat sich mit dieser Änderung einverstanden erklärt. Die Finanzkommission bittet Sie also, alle Bundesbeschlüsse zur Staatsrechnung und zum Voranschlag zu genehmigen.

Im Rahmen der Berichterstattung zur Staatsrechnung erstattet die Finanzkommission jeweils auch noch kurz mündlich Bericht über die Hauptergebnisse ihrer Arbeit, wie dies Artikel 55 des Parlamentsgesetzes verlangt. Diese Berichterstattung möchte ich jetzt noch kurz anschliessen.

Wie bekannt, sind die Budgetrechnung sowie der Finanzplan die Hauptgeschäfte der Finanzkommission. Diese werden jeweils in den ständigen Subkommissionen vorbereitet. Bei der Rechnung tagt jede Subkommission einmal und prüft die Rechnungen der Behörden und Gerichte sowie der Ämter. An ihrer Maisitzung befasst sich die Gesamtkommission dann mit der Staatsrechnung. Im Rahmen der Oberaufsicht befassen sich die Subkommissionen UVEK und VBS zusammen mit den zuständigen Subkommissionen der GPK auch mit den bundesnahen Unternehmen Swisscom, Post, SBB, Skyguide und Ruag. Überprüft wird hier, wie der Bundesrat seine Rolle als Eigner wahrnimmt. Die Subkommission EDI befasst sich zusammen mit der zuständigen Subkommission der GPK mit dem ETH-Bereich. An der Sitzung zur Staatsrechnung erstatten sie der Gesamtkommission Bericht.

Im Jahr 2005 führten die Subkommissionen der Finanzkommission erstmals zwei Sitzungen zum Budget durch. Ziel dieser Neuerung war eine noch vertieftere Prüfung des Budgets der Ämter. An einer ersten Sitzung liessen sich die Subkommissionen über die Budgets der Departemente orientieren. An der zweiten Sitzung erfolgte dann die Detailberatung zu den einzelnen Ämtern bzw. Behörden und Gerichten. Die Subkommissionen beehrten von den Ämtern zahlreiche Berichte an, um Antworten auf noch offene Fragen zu erhalten. An der Herbstsitzung vom 16. bis 18. Oktober 2005 be-

rieten die Finanzkommissionen in Anwesenheit aller Departementsvorstehenden das Budget 2006.

Ein wesentliches Instrument der Finanzkommissionen sind die Mitberichte zu Erlassentwürfen mit erheblichen finanziellen Auswirkungen. Im Jahr 2005 verfasste die Finanzkommission unter anderem Mitberichte zum Rüstungsprogramm, zu den Immobilien VBS und zur Änderung bei der Finanzierung der FinöV-Vorlage. Die Subkommissionen pflegen Informationssitzungen durchzuführen, an welchen sie sich über ein Thema, welches im Aufgabenbereich der von ihnen betreuten Departemente liegt, informieren lassen. Die Subkommissionen berichten der Plenarkommission jeweils über ihre Erkenntnisse und stellen Anträge.

Ein wesentliches Geschäft im Jahr 2005 war auch die Vorberatung des neuen Finanzhaushaltsgesetzes. Die Finanzkommissionen befassten sich intensiv mit diesem Gesetz, welches den Finanzhaushalt steuert, und änderten den bundesrätlichen Entwurf in einigen Punkten ab. Ein Ergebnis der Beratung war auch die Motion 05.3714, «Struktur und Inhalt des Finanzplanes», welche die Finanz- und Aufgabenplanung vermehrt integrieren will.

Die Kommission war auch vorberatende Kommission des Zweitrates für diverse Motionen des Ständerates, so etwa die Motion des Ständerates 04.3722, «Einnahmenschätzungen. Vorsichtsprinzip», oder die Motion des Ständerates 04.3811, «Überprüfung des Aufgabenportfolios des Staates».

Die Mitglieder der Finanzkommission in der Neat-Aufsichtsdelegation orientieren nach jeder Sitzung über deren Erkenntnisse. Die Finanzkommission nimmt aber auch Kenntnis vom Jahresbericht der Finanzdelegation, der jeweils ausführlich diskutiert wird. Die Finanzkommissionen führen schliesslich jedes Jahr gemeinsam ein finanzpolitisches Seminar durch; das letztjährige war dem Thema Wachstum und Finanzpolitik gewidmet.

Die Finanzkommission bittet Sie, vom mündlichen Bericht, den ich Ihnen jetzt erstattet habe, Kenntnis zu nehmen.

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

06.9001

Mitteilungen des Präsidenten Communications du président

Le président (Janiak Claude, président): J'ai maintenant le plaisir de saluer sur la tribune diplomatique la présence de plusieurs membres du Parlement hellénique, la Vouli. Ils sont reçus par le groupe d'amitié Suisse-Grèce que coprésident nos collègues Josef Zisyadis et Jacques-Simon Eggly. Je souhaite à ces collègues qui nous viennent de la mère des démocraties une cordiale bienvenue en Suisse. (*Applaudissements*)

06.002

Staatsrechnung 2005 Compte d'Etat 2005

Fortsetzung – Suite

Botschaft des Bundesrates 29.03.06
Message du Conseil fédéral 29.03.06

Bestellung: BBL, Vertrieb Publikationen, 3003 Bern
Commande: OFCL, diffusion des publications, 3003 Berne
Nationalrat/Conseil national 08.06.06 (Erstrat – Premier Conseil)
Nationalrat/Conseil national 08.06.06 (Fortsetzung – Suite)
Ständerat/Conseil des Etats 12.06.06 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

06.020

Voranschlag 2006. Nachtrag I Budget 2006. Supplément I

Fortsetzung – Suite

Botschaft des Bundesrates 29.03.06
Message du Conseil fédéral 29.03.06

Bestellung: BBL, Vertrieb Publikationen, 3003 Bern
Commande: OFCL, diffusion des publications, 3003 Berne
Nationalrat/Conseil national 08.06.06 (Erstrat – Premier Conseil)
Nationalrat/Conseil national 08.06.06 (Fortsetzung – Suite)
Ständerat/Conseil des Etats 12.06.06 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Fässler-Osterwalder Hildegard (S, SG): Auf den ersten Blick ist das Ergebnis der Staatsrechnung 2005 erfreulich; sie schliesst praktisch mit einer roten Null ab und damit wesentlich besser als budgetiert. Das Defizit der Finanzrechnung ist um 1677 Millionen Franken geringer als planerisch befürchtet.

Wie ist dieses Resultat zustande gekommen? Zum einen sind die Einnahmen rund 0,5 Milliarden Franken höher als veranschlagt. Dabei schlägt insbesondere die Verrechnungssteuer mit Mehreinnahmen von fast einer Milliarde Franken zu Buche. Man kann also von einer gelungenen Einnahmenschätzung sprechen, denn die Abweichung entspricht der Grössenordnung von einem Prozent der Gesamteinnahmen. Zum anderen sind die Ausgaben um über eine Milliarde Franken tiefer als budgetiert. Und wenn man hier jetzt genauer hinschaut, also einen zweiten, vertieften Blick wagt, so wird das Gesamtergebnis – die rote oder schwarze Null ist ja das erklärte Ziel von Finanzminister Merz – weit weniger erfreulich. Festzuhalten ist, dass sich die Verwaltung streng an die von uns gemachten Vorgaben gehalten hat und keine Budgetüberschreitungen festgestellt werden mussten. Dafür gebührt der Verwaltung unser Dank. Ich gehe davon aus, dass der oberste Personalchef sich diesem Dank anschliessen würde, wenn er hier wäre; oder ich hoffe, dass er diesen Dank bereits selber abgestattet hat.

Wenig erfreulich ist, dass das Parlament unter dem bürgerlichen Spardruck Budgetkürzungen vorgenommen hat, die sich jetzt als unnötig erweisen. Ich denke an die 50 Millionen Franken beim Personal, an das Zusammenstreichen beim Buwal bzw. Bafu, an die Mittel für die Umstellung der Gleichstellungsmassnahmen in der Bundesverwaltung – da handelt es sich jeweils um sehr geringe Beträge, wenn man in Betracht zieht, dass wir jetzt über 1,6 Milliarden Franken nicht ausgegeben haben – oder an das Zurverfügungstellen von Praktikumsplätzen. Ich denke auch an kleine Beträge, die unter den Sparhammer geraten sind, was sich jetzt wirklich als unnötig erweist.

Was passiert jetzt mit den rund 1,8 Milliarden Franken, die wir gemäss Schuldenbremse hätten ausgeben dürfen, aber nicht ausgegeben, also auch nicht sinnvoll investiert haben? Sie werden dem Ausgleichskonto der Schuldenbremse gutgeschrieben – womit sich der Stand dieses Ausgabenkontos

auf 3,6 Milliarden Franken verdoppeln wird – und könnten theoretisch in einem der nächsten Jahre gebraucht werden, um zu hohe Ausgaben zu kompensieren, immer bezogen auf die Vorschriften der Schuldenbremse. Nur wird das nicht der Fall sein, denn gemäss einer Übergangsbestimmung des neuen Finanzhaushaltsgesetzes wird dieses Ausgleichskonto Ende 2006, also Ende dieses Jahres, auf null gestellt werden, sodass dieser Betrag nicht mehr für dringende, sinnvolle Investitionen zur Verfügung stehen wird. Ich denke da zum Beispiel an die BFI-Botschaft.

Herr Bundesrat Merz hat in der Finanzkommission von «Frostwarnungen» gesprochen und gesagt, was da noch alles für Ausgaben, die nicht budgetiert sind, auf uns zukommen würden. Hier haben wir jetzt 3,6 Milliarden Franken, die wir gemäss Schuldenbremse hätten ausgeben dürfen, die einfach so verfallen. Sie gehen natürlich nicht irgendwohin, sondern damit werden dann Schulden getilgt. Aber wir hätten sie viel gescheiter investieren können und auch investieren dürfen.

Ich möchte noch ein Wort zu den Nachträgen sagen. Nicht zum ersten Mal werden uns Nachträge unterbreitet, deren Unterstützung uns mit der Kompensation von x Franken in der Rubrik y schmackhaft gemacht wird. Eine dieser stets zur Kompensation zur Verfügung stehenden Rubriken sind die landwirtschaftlichen Strukturverbesserungen. Ich finde solche Kompensationen prinzipiell problematisch. Korrekt ist es doch, wenn Nachträge wirklich nötig sind, diese mit ihren effektiven Kosten dem Parlament zur Genehmigung vorzulegen. Ich bin künftig nicht mehr bereit, Kompensationsvorschlägen ohne Diskussion zuzustimmen. Überall dort, wo in den letzten Jahren solche Kompensationsmöglichkeiten mehr als einmal aufgetaucht sind – das ist zum Beispiel beim Bundesamt für Landwirtschaft an verschiedenen Orten der Fall gewesen –, müssen nach meiner Ansicht die Budgets überprüft werden, denn sie waren offensichtlich zu hoch. Unter der Fuchtel der Schuldenbremse, die einen Ausgabenplafond diktiert, sind solche Privilegien – das sind diese Budgetposten eigentlich – nicht tragbar, weil ungerecht gegenüber allen anderen, absolut eng budgetierten Konten. Ich glaube, hier haben wir eine Aufgabe; und ich möchte diese Aufgabe Herrn Pfammatter aufs Blatt diktieren, weil unser Finanzchef noch nicht da ist. Ich erwarte vom Finanzminister, aber auch von der Finanzkommission, dass hier eine Arbeit geleistet wird. Es geht nicht an, dass solche Nachträge über Kompensationen finanziert werden, sondern sie sollen vorgelegt werden und dann von uns gutgeheissen oder allenfalls auch einmal abgelehnt werden. Sobald etwas über eine Kompensation läuft, neigt man dazu, Ja zu sagen, ohne das ganze Problem zu hinterfragen.

Steiner Rudolf (RL, SO): Mit einem Defizit von 121 Millionen Franken ist die Finanzrechnung beinahe ausgeglichen. Ein Vergleich mit dem budgetierten Minus von 1,8 Milliarden Franken zeigt, dass die Sparprogramme zu greifen beginnen, und beweist, dass der Bundeshaushalt – anderen Behauptungen zum Trotz – über Sparprogramme mitgesteuert werden kann. Wohl konnten gegenüber dem Budget 550 Millionen Franken an Mehreinnahmen verzeichnet werden, doch stammt mit 1,3 Milliarden Franken der wesentliche Teil der Verbesserung des Ergebnisses aus Minderausgaben. Gleichermassen war als Folge der Sparprogramme auch eine erhebliche Abnahme bei den Nachtragskrediten festzustellen.

Düsterer zeigt sich das Bild in der Erfolgsrechnung. Insbesondere wegen weiterhin nötigen Abschreibungen bei den Pensionskassen weist die Erfolgsrechnung ein Defizit von 2,6 Milliarden Franken auf. Wohl ist dieser Betrag wesentlich geringer als die 5,7 Milliarden Franken des Vorjahres, aber Tatsache bleibt, dass der Fehlbetrag in der Bilanz auf nunmehr 94,2 Milliarden Franken oder 57 Prozent der Bilanzsumme gestiegen ist und die Schulden des Bundes mit entsprechendem Zinsendienst auf 130,3 Milliarden Franken angewachsen sind.

Zurück zur Finanzrechnung: Die Arbeit und die Ausgaben disziplin der Verwaltung, insbesondere der Finanzverwal-

tung, sowie die Hartnäckigkeit unseres Finanzministers verdienen Dank und Anerkennung. So war es möglich, eine zielführende bürgerliche Finanzpolitik umzusetzen, die nun erste Früchte trägt. Das Ausgabenwachstum konnte mit 2,2 Prozent zumindest stabilisiert werden; auf dem Ausgleichskonto der Schuldenbremse werden 1,8 Milliarden Franken gutgeschrieben, und die Defizitquote von Bund, Kantonen und Gemeinden, inklusive FinöV und Sozialversicherungen, beträgt 0,5 Prozent des Bruttoinlandproduktes.

Umso mehr fällt bei dieser positiven Würdigung auf, dass sich einzelne Aufgabenbereiche weitab von diesem Pfad der Tugend bewegen. Die soziale Wohlfahrt verzeichnet ein Wachstum von 2,4 Prozent. Jeder vierte Steuerfranken des Bundes – total 14,1 Milliarden Franken – fliesst mittlerweile in die soziale Wohlfahrt. Hinzu kommen noch 2 Milliarden Franken aus dem Mehrwertsteuerprozent der AHV. Werden diese eingerechnet, beansprucht die soziale Wohlfahrt heute 31,4 Prozent der Gesamtausgaben des Bundes. Auch der Verkehr verzeichnet mit 5 Prozent ein weit überdurchschnittliches Wachstum, wobei von total 7,8 Milliarden Franken deren 4,7 in die SBB und den FinöV-Fonds fließen.

Nochmals: Es ist erfreulich und verdient ein Kompliment an den Finanzminister, dass Staats- und Steuerquote dank den eingeleiteten Massnahmen stabilisiert werden konnten. Von unnützen Kürzungen jedoch, Frau Kollegin Fässler, kann wohl nicht die Rede sein. Um auch in Zukunft eine ausgeglichene Rechnung zu erreichen, sind weitere einschneidende Massnahmen, insbesondere auch die Aufgabenüberprüfung nötig. Wohl wird der Bund bis 2015 zusätzliche Einnahmen von 13 Milliarden Franken verzeichnen, aber aus demografischen Gründen beanspruchen hiervon alleine die Sozialversicherungen 10 Milliarden Franken. 3 Milliarden Franken sind Transfer an die Kantone; für die Departemente an sich bleibt nichts. Aber auch wir, das Parlament, sind gefordert. Es kann nicht angehen, dass wir dem Bundesrat und der Verwaltung mangelnde Ausgabendisziplin vorwerfen, unsererseits aber unbedenken der düsteren Prognosen Anschlüsse an das Hochgeschwindigkeitsnetz, Krippenfinanzierungen und anderes mit Kosten in dreistelliger Millionenhöhe beschliessen.

Die freisinnig-demokratische Fraktion beantragt Ihnen Zustimmung zu den vorgeschlagenen Bundesbeschlüssen.

Zuppiger Bruno (V, ZH): Es wurde schon gesagt: Wenn man die Staatsrechnung wie Frau Fässler betrachtet, könnte man mit dieser Rechnung des Bundes eigentlich zufrieden sein. Sie schliesst, Sie haben es gehört, in der Finanzrechnung um beinahe 1,7 Milliarden Franken günstiger ab, als dies der Vorschlag prognostizierte. Das ist im Wesentlichen auf höhere Einnahmen zurückzuführen, aber andererseits auch auf die eintretende Wirkung aus den beiden Entlastungsprogrammen 2003 und 2004.

Dennoch – das muss ich Ihnen sagen – kann ein Grossteil der SVP mit dieser Rechnung eigentlich nicht zufrieden sein. Wenn man nämlich die einzelnen Aufgabenbereiche etwas genauer betrachtet, stellt man fest, dass – zumindest, was den Bund betrifft – das Ausgabenwachstum, insbesondere das Wachstum der Ausgaben für die soziale Wohlfahrt, aber auch beim öffentlichen Verkehr, weit überdurchschnittlich gegenüber dem BIP und der Teuerung ist. Solange wir das Ausgabenwachstum in diesen beiden Bereichen nicht nachhaltig in den Griff bekommen, werden wir den Bundeshaushalt ausgabenseitig schlicht und einfach nicht sanieren können. So einfach ist das.

Sie haben vom Bundesrat gehört, dass er eine Überprüfung des Aufgabenportfolios durchführen will. In seiner Perspektive zeigt er auf, dass von den Mehrausgaben zwischen 2008 und 2015 nicht weniger als 70 Prozent der sozialen Wohlfahrt zukommen sollen. Alle anderen Bereiche machen zusammen nicht mehr als 30 Prozent des geplanten Ausgabenwachstums aus. Sie sehen also: Es besteht im Bereich der sozialen Wohlfahrt dringender Handlungsbedarf.

Geht man noch etwas weiter und schaut die Erfolgsrechnung an – ich weiss nicht, ob Frau Fässler nur den einen Teil der Rechnung angeschaut hat, die Erfolgsrechnung klam-

mert sie nämlich aus –, sieht man nämlich, dass wir allein im letzten Jahr wieder ein Minus von 2,6 Milliarden Franken hatten. Auch die Bruttoschulden des Bundes sind nicht etwa gesunken, sondern sie sind um 3,6 Milliarden auf 130,3 Milliarden Franken angestiegen. Wenn man noch die latenten Schulden und Verpflichtungen aus der IV, der Arbeitslosenversicherung, der Ausfinanzierung der Pensionskassen und dem FinöV-Fonds dazunimmt, wachsen die Schulden eigentlich bald einmal um weitere 30 Milliarden Franken auf die Unsumme von gegen 160 Milliarden Franken an. Wenn es einem da nicht angst und bange wird, wenn man da von einer guten Entwicklung des Bundeshaushaltes spricht, weiss ich nicht mehr, wo man überhaupt hinschaut.

Die Abnahme der Nettoverschuldung, die jetzt vielleicht auch angemerkt wird, ist lediglich zustande gekommen, indem man überschüssige Goldreserven und einen Teil der Swisscom-Aktien verkauft hat, indem also ausserordentliche und einmalige Einnahmen geflossen sind. Wir müssen doch endlich ernüchtert feststellen, dass es sich beim Bundeshaushalt nach wie vor um einen schwer kranken Patienten handelt. Und wer bezahlt die Zeche? Unsere Nachkommen werden es uns danken; sie werden nämlich höhere Steuern, Abgaben und Gebühren für Dinge bezahlen dürfen, welche sie gar nicht verursacht haben.

Die Abnahme einer Rechnung ist Vergangenheitsbewältigung. Das Geld ist ausgegeben, und die Eidgenössische Finanzkontrolle attestiert eine ordnungsgemässe Rechnungsführung. Daher hat eine Mehrheit der SVP-Fraktion beschlossen, den Bundesbeschlüssen zur Staatsrechnung 2005 – mit Blick auf das immense Schuldenwachstum natürlich mit Knurren – zuzustimmen. Sie wird jedoch der Entwicklung der Bundesfinanzen beim kommenden Budget und bei den Finanzplänen grosse Aufmerksamkeit schenken.

Noch ein Wort zum Nachtrag zum Voranschlag 2006: Nach der Ansicht der SVP wird hier gegenüber früheren Jahren wesentlich mehr Zurückhaltung und Disziplin geübt. Daher kann die SVP den beiden Bundesbeschlüssen zustimmen: dem Bundesbeschluss I über den Nachtrag I zum Voranschlag 2006 sowie dem Bundesbeschluss II über die Entnahme aus dem Fonds für die Eisenbahn-Grossprojekte für das Jahr 2006.

Loepfe Arthur (C, AI): Über das Ergebnis der Finanzrechnung wurde von den Vorrednerinnen und Vorrednern bereits gesprochen, ebenfalls über die unbefriedigende Erfolgsrechnung und über die Schuldenentwicklung, die natürlich letztlich beängstigend ist. Die Schulden betragen nicht nur 130 Milliarden Franken brutto. Es gibt viele Schulden, die noch kommen werden, die bereits in der Luft liegen, die latent vorhanden sind. Unsere Jugend, unsere Jungen, die heute hier oben auf den Tribünen vertreten sind, werden diese Schulden bezahlen müssen, und sie werden sich mit wenig Freude an uns erinnern.

Ich möchte mich auf die Ausgabenseite der Finanzrechnung konzentrieren. Den grössten Anstieg im Vergleich zum Vorjahr verzeichnen die Aufgabengebiete Finanzen und Steuern, Verkehr, die soziale Wohlfahrt sowie Bildung und Forschung. Weniger ausgegeben wurde wiederum für die Landesverteidigung, weniger auch für die Landwirtschaft und für die übrigen Aufgabengebiete. Auch die Personalausgaben wurden gesenkt.

Die Ausgabenentwicklung im Jahr 2005 zeigt wie in den Jahren zuvor: Der Löwenanteil der Sparanstrengungen wird durch diejenigen Bereiche getragen, deren Ausgaben kurzfristig verändert werden können. Es sind dies die Infrastrukturbereiche inklusive Personal und die Landesverteidigung. Hingegen ist die Ausgabendynamik in den gesetzlich gebundenen Sozialtransfers ungebrochen. Auf die soziale Wohlfahrt entfallen inzwischen 27,5 Prozent der Gesamtausgaben. Das ist mit Abstand der grösste Ausgabenblock des Bundes. Seit 1990 stiegen die Ausgaben im Sozialbereich von 6,9 Milliarden Franken auf 14,1 Milliarden Franken, um durchschnittlich 5 Prozent pro Jahr.

Im Jahr 2005 stiegen die Beiträge des Bundes an die AHV und an die IV um je 4 Prozent, an die Ergänzungsleistungen von AHV und IV um 5 Prozent und an die Krankenversiche-

rung um 3,7 Prozent – also ein wesentlich stärkerer Anstieg als beim Wirtschaftswachstum oder beim Wachstum der Gesamtausgaben. Mit den Beiträgen an die AHV von 5,3 Milliarden Franken und an die IV von 4,3 Milliarden sowie an die Ergänzungsleistungen von 675 Millionen Franken belaufen sich die Bundesleistungen an AHV und IV erstmals auf über 10 Milliarden Franken – allein für die AHV und für die IV, und das sind nur die Bundesbeiträge. Das macht zusammen – die Bundesbeiträge an AHV und IV – 20 Prozent der Gesamtausgaben aus. Besonders extrem ist die Entwicklung bei der IV. Die Bundesbeiträge von 4,3 Milliarden Franken übersteigen die Beiträge der Versicherten und der Arbeitgeber von 3,9 Milliarden Franken. Allein der Bund zahlt mehr an die IV als die Arbeitgeber und die Arbeitnehmer in der ganzen Schweiz.

Die Kantone zahlten weitere 1,45 Milliarden Franken an die IV, und trotzdem weist die IV im Jahr 2005 ein Defizit von 1,7 Milliarden aus, das wiederum vom Steuerzahler zu begleichen ist. Die IV ist also längst keine Versicherung mehr, sondern ein von der Öffentlichkeit getragenes Sozialwerk, das viel mehr Bundesgelder verschlingt als die Bildung, die Armee oder die Landwirtschaft. Daran wird leider auch die 5. IV-Revision nur wenig ändern, obwohl sie in die richtige Richtung geht.

Die Entwicklung der Ausgaben des Bundes in den letzten 15 Jahren zeigt klar, dass die soziale Wohlfahrt in unserem Lande die Priorität 1 genießt. Aufgrund der jüngeren Entscheidungen des Parlamentes wird die Entwicklung so weiterlaufen, sodass sich an der Prioritätenordnung auf absehbare Zeit nichts ändern wird. Diese Entwicklung bedeutet, dass alle übrigen Aufgabengebiete – das ist das Problem – in der Prioritätensetzung zurückgestuft werden, denn der finanzielle Rahmen dafür wird zunehmend enger. Wir haben die Schuldenbremse, und es ist davon auszugehen, dass das Schweizer Volk nicht bereit ist, immer neue und noch mehr Steuern zu bezahlen. Also werden wir die Prioritäten neu setzen müssen.

Es kann nicht sein, dass die soziale Wohlfahrt alle anderen Aufgabengebiete des Bundes finanziell kannibalisiert. Wenn wir in Zukunft in andere Bereiche wie zum Beispiel in die Bildung investieren wollen, muss in erster Linie der Ausbau des Sozialstaates gestoppt werden. Wenn dies nicht gelingt, werden auch alle anderen vorgesehenen Massnahmen zur Sanierung des Bundeshaushaltes wie zum Beispiel die vorgesehenen Strukturreformen nicht ausreichen. Um wieder finanziellen Handlungsspielraum zu gewinnen, müssen wir die Prioritäten neu setzen, und darüber hinaus benötigen wir ein starkes Wirtschaftswachstum. Eine Voraussetzung dafür ist ein gesunder Staatshaushalt mit zukunftsorientierten Ausgabenprioritäten und den richtigen Investitionen. Es braucht allerdings sehr viel Optimismus, zu glauben, dass unser Parlament in der Lage ist, hier die Kurve zu kriegen. Trotz allem stimmt die CVP-Fraktion der Staatsrechnung 2005 und dem Nachtrag I zum Voranschlag 2006 zu.

Präsidentin (Egerszegi-Obrist Christine, erste Vizepräsidentin): Einige Kollegen haben sich bei mir darüber beschwert, dass der zuständige Finanzminister nicht anwesend ist. Wir haben uns darum bemüht, dass er nächstens hierher kommt; er wird in absehbarer Zeit da sein. Herr Pfammatter von der Finanzverwaltung schreibt die Fragen auf und teilt Herrn Bundesrat Merz nachher mit, was hier gesagt wurde, sodass diese Debatte nicht an den Ohren des zuständigen Bundesrates vorbeigeht.

Frösch Therese (G, BE): Sie hören jetzt von mir die Alternative zu jener von Arthur Loepfe. Er hat gesagt, dass die soziale Wohlfahrt – wenn ich es richtig verstanden habe – alle anderen Bereiche «kannibalisiere». Solche Ausdrücke habe ich jetzt im Zusammenhang mit der sozialen Wohlfahrt noch nie gehört, und ich frage mich, wie das ein Vertreter der CVP so benennen kann.

Die Staatsrechnung ist, wie Sie gehört haben, beinahe ausgeglichen, schliesst mit einem Defizit von 121 Millionen Franken ab. Das Budget sah ein Defizit von 1,8 Milliarden

Franken vor und lag damals bereits um 39 Millionen unter dem Schwellenwert der Schuldenbremse. Schon in der Budgetdebatte erachteten wir die zaghaft berechneten Einnahmenprognosen, zum Beispiel im Bereich der Verrechnungssteuer – ihr Ertrag wurde auf 2,5 bis 2,8 Milliarden Franken geschätzt und als stagnierend bezeichnet –, aber auch den K-Faktor aufgrund der Wachstumsprognosen als zu niedrig. Die konjunkturelle Erholung mit mehr Einnahmen bestätigt dies heute. Das Ausgabenwachstum war mit 0,6 Prozent im vorletzten Jahr und 1,2 Prozent im letzten Jahr sehr gering. Personal- und Sachausgaben sind 2005 unter dem Niveau von 2001 angelangt, die Rüstungsausgaben dagegen sind noch auf fast gleichem Niveau wie 2001. Die Passivzinsen sind wiederum leicht angestiegen, das Zinsniveau bleibt historisch tief. Schuldenbremse, restriktive Budgetvorgaben und die diversen Zwangssparprogramme zeigen Wirkung. Bei der Behandlung der Rechnung haben wir festgestellt, dass die meisten Departemente trotz anhaltendem Spar- und Personalbudgets mit Blick auf weitere Sparvorgaben wie das Entlastungsprogramm 2004 und die Aufgabenverzichtplanung nicht einmal ausgeschöpft haben. Gleichzeitig haben wir aber in der Kommission eine Überforderung der Leute festgestellt. Es wurden 885 Vollzeitstellen abgebaut, vorab beim VBS, aber auch in allen anderen Departementen. Die Verwaltung hat ihre Hausaufgaben mehr als gemacht, wir danken ihr dafür. Sogar die Gleichstellungsstelle im EJPD wurde leider – aus für mich unerklärlichen Gründen – gestrichen. Das Personal ist am Anschlag, die Qualität leidet. Es darf nicht weiter auf dem Buckel des Bundespersonals gespart werden, wie es zum Beispiel die heute zu beratende Vorlage 05.073 zur Verschlechterung der Leistungen bei der Pensionskasse des Bundes vorsieht. Fazit: Der Bundeshaushalt ist heute im Lot. Wir haben unnötige Streichungen vorgenommen; Hilde Fässler hat dazu gesprochen. Der aus der Schuldenbremse erwachsene Saldo wird auf null gestellt, die Sparprogramme zeigen Wirkung. Wir sollten jetzt mehr über Politik anstatt über Buchhaltung reden. Bundesrat Merz äusserte sich in der Finanzkommission dahingehend, dass der Haushalt über Sparprogramme zu steuern sei, und sprach von «Frostwarnung». Aber eine rote oder schwarze Null anzustreben, lediglich um neue Sparrunden einzuleiten, einnahmenseitige Massnahmen, wie z. B. die Erbschaftsteuer, weiterhin zu tabuisieren und steuerliche Entlastungen für Unternehmen und Leute zu forcieren, die es nicht nötig haben, ist volkswirtschaftlich gesehen ein Unsinn. Wir benötigen vernetzten finanzpolitischen Weitblick und Gestaltungswillen. Wir kommen nun in eine konjunkturelle Aufschwungphase, mit den entsprechenden erfreulichen Folgen auf der Einnahmenseite. Dringende Aufgaben müssen angepackt werden. Verkehr und Ökologie müssen besser in Einklang gebracht werden, sonst werden die Schäden in Zukunft unerträglich und die Naturkatastrophen – siehe Gotthard – schlimm und teuer. Es braucht Ideen, eine offensive Zusammenarbeit mit Kantonen und Städten und eine Abkehr von einem unsinnigen Sparkurs. Auch im gesellschaftspolitischen Bereich führt ein pedantischer Röhrenblick auf Schuldensanierung, Wettbewerb und Steuersenkungen nicht weiter. Wohn- und Arbeitsort werden nicht aus dem Katalog gewählt wie Ferien. Steuerquoten sind lediglich ein Faktor in einer Reihe von Argumenten, welche für gute Lebensqualität, einen guten Wohnort, einen guten Arbeits- oder Ausbildungsplatz eine Rolle spielen. Ich bin deshalb ausserordentlich froh, dass das Parlament gestern eine weitere Tranche von 200 Millionen Franken zur Anstossfinanzierung von Kinderkrippen beschlossen hat. Die Grüne Partei wird auch alles daransetzen, dass auf dem Weg zur zivilstandsunabhängigen Individualbesteuerung keine kostspieligen Zwischenlösungen getroffen werden, welche das Erreichen des eigentlichen Ziels erschweren. Das bürgerliche Credo, dass nur noch tiefere Steuern akzeptabel seien, ist immer mit Sparpaketen verbunden, welche den politischen Handlungsspielraum zulasten wesentlicher Aufgaben eingrenzen. Die Landwirtschaft wird Opfer bringen müssen, schlecht integrierte Menschen werden an den Rand unserer Gesellschaft gedrängt, die Perspektive für

nachhaltige Entwicklung ist verengt. Dass die Schweiz bei der Innovation, bei Verkehr und nachhaltiger Energie sowie bei wichtigen Forschungsprojekten zu wenig investiert, wird sich erst in einigen Jahren rächen. Die Grüne Partei wird beim Budget konkrete Vorschläge machen, aber ein erster sei vorweggenommen: 1,5 Milliarden Franken beträgt das Rüstungsprogramm, über das wir zu entscheiden haben. Die Aufrüstung des Leopard ist umstritten, für den Pilatus Porter wurde nicht einmal eine Ausschreibung gemacht; Ausschreibung wird überall gepredigt, hier aber nicht gemacht. Die grüne Fraktion ist deshalb für Nichteintreten respektive für eine klare Ablehnung. Mit diesen gesparten 1,5 Milliarden Franken können wir die Löcher bei der Publica stopfen. Die heute zu beratende Vorlage geht für den Systemwechsel vom Leistungsprimat zum Beitragsprimat von einmaligen Ausgaben von rund 1,8 Milliarden Franken aus. Diese 1,8 Milliarden Franken sollen gemäss Vorlage dem Personal überbürdet werden. Wir stellen uns dagegen, und wir möchten diesen Betrag mit dem Rüstungsprogramm kompensieren, das wir Ihnen schon heute zur Ablehnung empfehlen.

Die grüne Fraktion ist mit der Rechnung so weit einverstanden – mit der geäusserten Kritik. Die Nachträge werden genehmigt.

Wäfler Markus (E, ZH): Die EVP/EDU-Fraktion befürwortet Eintreten auf die Staatsrechnung 2005 und auf den Nachtrag I zum Voranschlag für 2006. Ebenso wird unsere Fraktion mehrheitlich der Staatsrechnung 2005 in der vorliegenden Fassung zustimmen und auch den Nachtrag I zum Voranschlag für 2006 genehmigen.

Zur Staatsrechnung 2005 kurz ein paar Gedanken aus unserer Sicht. Zu den positiven Punkten: Als positiv beurteilen wir die Tatsache, dass neben der Realisierung von Mehreinnahmen von rund 500 Millionen Franken in der Finanzrechnung alle Departemente auf der Ausgabenseite Einsparungen von rund 1,3 Milliarden Franken gegenüber dem ursprünglichen Budget 2005 aufweisen können. Ebenfalls positiv beurteilen wir die Einhaltung der Schuldenbremse. Dafür sprechen wir den verantwortlichen Vorstehern der Departemente und der Bundesämter, aber auch allen Mitarbeitern und Mitarbeiterinnen der Bundesverwaltung unseren Dank und unsere Anerkennung aus. Wir nehmen an, dass Herr Pfammatter auch das notiert und weiterreicht.

Als negativ müssen wir die Tatsache bezeichnen, dass die Staatsrechnung 2005 in der Erfolgsrechnung wiederum mit einem zwar geringeren Defizit als budgetiert, aber eben dennoch mit einem Defizit abschliesst. Damit wächst die Verschuldung unseres Staates wiederum. Die Einsparungen beim Eidgenössischen Finanzdepartement in der Rechnung 2005 wegen günstigeren Schuldzinsen zeigen, was passieren wird, wenn die Schuldzinsen plötzlich steigen statt sinken. Als bedenklich empfinden wir, mit welcher Lethargie und Passivität wir hier als Parlament die Weiterführung der Schuldenwirtschaft zur Kenntnis nehmen und munter weitere Staatsaufgaben mit finanziellen Folgen beschliessen – siehe die gestrige Sitzung. Wir betrachten dies als kontraproduktiv für die Entwicklung eines politischen Willens, mit wirksamen Korrekturen der Verschuldung unseres Landes und den Folgekosten zu begegnen. Hier fordern wir insbesondere die Regierungsparteien im übergeordneten Interesse unseres Landes auf, ihre finanzpolitische Verantwortung wahrzunehmen. Ein gesunder Finanzhaushalt des Bundes liegt sehr im Interesse hinsichtlich möglicher Lösungen der Finanzierungsprobleme z. B. bei den Sozialversicherungen, bei Bildung und Forschung, beim Verkehr usw.

Als unbefriedigend – um es schön auszudrücken – betrachten wir die aktuellen versteckten Verschuldungsautomatismen, z. B. bei der Invalidenversicherung und bei der Arbeitslosenversicherung, welche auch im Rechnungsjahr 2005 die Milliardenlöcher anwachsen liessen. Hier muss unser Parlament rasch die notwendigen und wirksamen Gegenmassnahmen und Korrekturen beschliessen, um vorab die Erosion des AHV-Fonds und die Finanzierung der Arbeitslo-

senversicherung über Schulden zu verhindern. Hier besteht dringender Handlungsbedarf.

Fazit: Um unsere Chancen für eine Kehrtwende in der Schuldenspirale zu verbessern, müssen wir als Parlament unsere Einstellung zu diesem Schuldengewöhnungseffekt ändern. Es muss uns enorm wehtun, neue Staatsaufgaben einfach mit Schulden zu finanzieren und dann zur Tagesordnung überzugehen. Wir müssen uns selbst gegenüber, aber auch gegenüber unseren Mitbürgerinnen und Mitbürgern ehrlicher werden und im ureigenen Interesse zugeben, dass wir so nicht weitermachen können, dass wir unsere eigenen Ansprüche an unseren Staat auf allen Stufen wesentlich nach unten korrigieren müssen, wenn wir diesen Staat der nächsten Generation nicht finanziell bankrott übergeben wollen.

Gemeinsam müssen wir uns deshalb zu einer rigorosen Überprüfung der eigentlichen Kernaufgaben unseres Staates zusammenraufen. Dabei darf Besitzstandswahrung nicht als oberste Maxime gelten, sondern Ziel muss im allseitigen Interesse eine Gesundung unserer Staatsfinanzen sein. Dieses Ziel lohnt sich für uns alle. Wenn wir es nicht innert nützlicher Frist erreichen, wird es immer teurer, unbezahlbar. Ich wünsche uns allen den Mut, diese Aufgabe anzupacken und das wichtige Ziel zu erreichen.

Die EVP/EDU-Fraktion empfiehlt Ihnen Eintreten und Zustimmung zur Staatsrechnung 2005 und zum Nachtrag I zum Voranschlag 2006.

Präsidentin (Egerszegi-Obrist Christine, erste Vizepräsidentin): Ich begrüße nun Herrn Bundesrat Merz, der gerade eben vom Ständerat in unsere Kammer geeilt ist.

Rey Jean-Noël (S, VS): Un premier constat s'impose sur le compte d'Etat 2005 de la Confédération et il est réjouissant: les résultats du compte financier 2005 sont nettement meilleurs que ceux du compte 2004 et du budget 2005. Le deuxième constat se rapporte au fait que le compte a dépassé les exigences du frein à l'endettement et un crédit de 1,8 milliard de francs a pu être inscrit au compte de compensation, qui atteint aujourd'hui un solde de 3,6 milliards de francs. Malheureusement, compte tenu de la décision de la majorité des membres du Parlement, ce compte sera remis à zéro à fin 2006, ce qui est à mes yeux incompréhensible, étant donné qu'il s'agit d'économies qui ont été faites et de disponibilités que l'on pourrait utiliser pour assurer des investissements nécessaires.

Les finances fédérales sont donc sur le chemin de l'assainissement, mais en même temps la méthode budgétaire 2005 soulève quelques points critiques.

1. Le bon résultat est dû notamment à des dépenses de 1,1 milliard de francs inférieures au budget, dont 305 millions de francs au titre des intérêts passifs. Cette budgétisation, que je pourrais qualifier de mauvaise au moment de l'élaboration du budget, est problématique. Elle fausse la «priorisation» des dépenses, en obligeant le Conseil fédéral et le Parlement à tailler dans des dépenses au moment de l'établissement du budget, alors que cela ne serait pas nécessaire. Quand on pense que le Conseil fédéral se penche sur des réductions de l'ordre de 500 millions de francs, on peut s'interroger sur ces dépenses inférieures de 1,1 milliard de francs qui ont par exemple empêché les dépenses pour le personnel d'atteindre le niveau qui aurait été souhaitable. Je rappelle aussi d'autres économies qui ont été faites dans le domaine de l'aménagement du territoire et autres: on aurait pu les éviter.

2. La politique budgétaire a été légèrement restrictive, ce qui a engendré une contraction du PIB de l'ordre de 0,2 pour cent. Les investissements hors contribution aux écoles polytechniques fédérales ont été inférieurs aux prévisions budgétaires. Par conséquent, la Confédération a moins investi que ce qui était prévu au budget, ce qui a été négatif pour la croissance.

3. Par rapport à l'année précédente, les dépenses ont crû plus faiblement que le produit intérieur brut. Il y a donc un fléchissement de la quote-part de l'Etat. Quand on affirme et

qu'on remarque que les dépenses pour la formation et la recherche ont augmenté de 0,6 pour cent, en réalité, si on enlève le renchérissement, on constate que leur croissance a été négative. Et quand on regarde la classification des dépenses, on note que celles pour la formation et la recherche n'arrivent qu'en quatrième position.

Le compte d'Etat 2005 démontre aussi les limites de la politique budgétaire de la majorité des membres de notre Parlement, majorité qui reste focalisée sur l'équilibre du budget – une vision quelque peu limitée – sans fixer des priorités, mais en accordant des cadeaux fiscaux. C'est cette politique-là que nous dénonçons.

Il est temps maintenant aussi de se poser la question des recettes fiscales, et non pas seulement celle de la réduction des dépenses, et par conséquent, de se poser la question de l'application des lois fiscales. A ce sujet, il est intéressant de se pencher sur le rapport du Contrôle fédéral des finances, qui, concernant la TVA, par exemple, révèle que «4 contrôles externes sur 5 aboutissent à des rectifications fiscales». En 2004 par exemple, ces contrôles ont généré des reprises de 450 millions de francs! 450 millions de francs, ce sont exactement les montants des programmes d'économies que mène le Conseil fédéral pour rogner dans des dépenses sociales. Et puis, quand on continue à lire ce rapport du Contrôle fédéral des finances, on constate que les allègements fiscaux entraînent un manque à gagner pour la Confédération d'au moins 2,5 milliards de francs par année.

Ce sont tous les allègements fiscaux au niveau de l'impôt fédéral direct, de la TVA. Donc, il y a un potentiel, non pas d'augmentation des impôts, mais dans l'application correcte des lois fiscales existantes. Cela, je crois qu'il faut le soulever, le rappeler et l'exiger. La priorité doit aller à l'application des lois en vigueur, sans parler des autres priorités. Pas plus d'impôts, mais plus de justice fiscale!

Kleiner Marianne (RL, AR): Die Staatsrechnung ist sehr erfreulich ausgefallen. Wir haben das von allen Vorrednern hören dürfen. Statt des budgetierten Defizits von 1,8 Milliarden Franken dürfen wir eine fast ausgeglichene Rechnung entgegennehmen. Erfreulich ist dabei, dass der bessere Abschluss im Wesentlichen auf Minderausgaben und nur zum kleineren Teil auf Mehreinnahmen zurückzuführen ist. Dafür gebührt dem Finanzminister, Bundesrat Hans-Rudolf Merz, seiner Bundesratskollegin und seinen Bundesratskollegen, dem Parlament und dem Personal der Verwaltung, die mitgezogen haben, Anerkennung. Die Rechnung ist also sehr positiv. Aber jetzt wird es erst richtig gefährlich, denn was jetzt kommen könnte – es kommt, wenn wir nicht zünftig aufpassen –, haben wir schon häufig erlebt, das letzte Mal im Jahr 2001, als in der Staatsrechnung 2000 plötzlich ein grosser Überschuss zu verbuchen war. Die Wünsche schossen aus dem Boden wie Pilze nach einem warmen Regen: Wünsche nach neuen Ausgaben wie auch Wünsche nach Steuerersenkungen. Diese Vorschläge wurden gemacht im Bestreben, die Attraktivität des Wirtschaftsstandortes Schweiz zu stärken.

Unser Finanzminister hat in der Finanzkommission nicht umsonst eine «Frostwarnung» ausgesprochen. Wir haben gestern den Kredit für die Förderung von familienergänzender Kinderbetreuung von 60 auf 200 Millionen Franken erhöht, die KVF des Ständerates hat eine Erhöhung des KTU-Kredits um 200 Millionen Franken beschlossen, wir haben eine Erhöhung der Gelder für die HGV-Anschlüsse um 1,4 Milliarden Franken beschlossen, im Zusammenhang mit dem Landesmuseum stehen Mehrausgaben von 150 Millionen Franken im Raum, und in der Sondersession haben wir einstimmig einem Vorstoss zugestimmt, der Steuerermässigungen im Bereich der Aus- und Weiterbildung ermöglichen soll. Solche Steuerermässigungen sind sehr wünschenswert, werden aber mehrere Hundert Millionen Franken an Einnahmen kosten. Die BFI-Botschaft spricht nicht mehr von einem Wachstum der Bildungs- und Forschungsausgaben um 3,5 Prozent, sondern man ist dort jetzt schon bei 6 bis 10 Prozent angelangt. Auch das wird viele Millionen Franken kosten. So viel zur «Frostwarnung» des Finanzministers.

An und für sich beginnt sich die Finanzlage jetzt zu stabilisieren, der Bundeshaushalt nähert sich, wenigstens was die Rechnung des laufenden Jahres betrifft, dem Ausgleich. Er ist aber noch ein zartes Pflänzchen; tragen wir Sorge dazu. Die Schweiz steht in einem Standortwettbewerb mit anderen Staaten. Wie wir wissen, hat sich die Wettbewerbsfähigkeit unseres Landes in den letzten zehn Jahren drastisch verschlechtert. Wir haben jetzt die Möglichkeit, wieder Terrain gutzumachen. Den Standortwettbewerb gewinnt man im Aufschwung, und wir müssen den Standortwettbewerb gewinnen, wollen wir unsere hochgesteckten Erwartungen und unsere Bedürfnisse erfüllt sehen. Statt in schlechten Zeiten Sparrunde um Sparrunde zu drehen, wäre es vernünftiger, jetzt, wo die Bedingungen besser sind, Vernunft, Disziplin und Weitsicht zu bewahren. Freuen wir uns also am guten Resultat, und bleiben wir vorsichtig, wachsam und sparsam.

Bugnon André (V, VD): Ainsi, le compte d'Etat 2005 de la Confédération boucle avec une amélioration de 1,670 milliard de francs par rapport au budget. Devant un tel résultat, nous ne devrions que nous confondre en remerciements auprès du Conseil fédéral et des responsables de l'administration chargés de la gestion financière de notre Etat pour avoir si brillamment réussi cet exercice. Pour rester objectifs et honnêtes, nous ne pouvons en effet qu'apprécier ce résultat qui est le fruit d'un travail commun de notre gouvernement et de l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs qui ont veillé à la maîtrise de nos finances. Ce résultat permet d'éviter d'autant l'accroissement de notre endettement. Au vu de ce constat, nous pouvons aussi nous féliciter d'avoir pris les mesures indispensables permettant de redresser le mieux possible le déficit structurel de la Confédération en acceptant les programmes d'économies et autres mesures pour aller dans ce sens.

Toutefois, malgré ce résultat réjouissant, il est important de constater que nous ne sommes qu'au milieu du gué et que les efforts doivent être maintenus pour nous sortir définitivement de cette situation chronique par laquelle l'Etat fédéral dépense systématiquement plus que ce qu'il n'encaisse. En effet, malgré ce faible déficit de 121 millions de francs, montant qui est repris par l'ensemble des médias et qui est communiqué à la population puisqu'il apparaît dans le compte financier, il n'en reste pas moins que la Confédération a dû encore couvrir, entre autres, dans l'exercice sous revue, le financement des découverts des caisses de pension de l'administration fédérale ainsi que de la Poste pour un montant de 1,7 milliard de francs. D'autre part, la caisse fédérale a dû encore octroyer un prêt à l'assurance-chômage et une avance de fonds pour les grands projets ferroviaires, si bien qu'en définitive, le compte de résultats boucle avec un déficit de 3,9 milliards de francs et que la dette s'est encore accrue de 3,654 milliards de francs l'année dernière, portant celle-ci à 130,3 milliards de francs.

Voilà la réalité des chiffres. Cette croissance de l'endettement va nous coûter, en intérêts supplémentaires, 110 millions de francs par année, ce qui démontre bien que nous sommes encore dans ce cycle infernal de consommation à crédit, ce qui implique que nos enfants et nos petits-enfants devront payer un jour la facture, soit par des augmentations d'impôts, soit par de nouvelles restrictions insoutenables imposées par des interventions de l'Etat dans tous les domaines de la vie communautaire; tout ceci pour payer le prix de la gestion irresponsable d'une génération qui tombe encore trop souvent dans la facilité d'un électoralisme primaire basé sur l'arrosage financier de la population, sans s'occuper des lendemains qui font déchanter.

3,577 milliards de francs: c'est le montant des intérêts que nous avons dû honorer l'année dernière, ce qui fait 9,7 millions de francs par jour, samedis et dimanches compris, et ceci malgré un taux d'intérêt moyen favorable de 2,8 pour cent.

En 2006, nous arriverons à 10 millions de francs d'intérêts par jour! Que dire de plus, si ce n'est que nous sommes assis sur un baril de poudre et que la mèche est déjà allumée. Si nous n'arrivons pas à l'éteindre ces prochaines années, la

situation finira bien par exploser, avec les conséquences que cela impliquera pour la population de ce pays.

En conclusion et compte tenu des résultats catastrophiques des années précédentes, nous pouvons considérer le résultat 2005 comme admissible et accepter le compte d'Etat. Toutefois, nous ne pouvons que recommander au Conseil fédéral de tout entreprendre pour que le déficit structurel, problématique que nous connaissons encore, soit enfin résorbé, afin que nos descendants puissent, le moment venu, affronter les difficultés que leur époque leur imposera sans être enlisés dans les problèmes financiers que leurs prédécesseurs leur auront laissés.

Walker Felix (C, SG): Nachdem mir meine Fraktionskollegen einen Restposten von drei Minuten an Redezeit zugewiesen haben, will ich gleich zur Sache kommen. Die Staatsrechnung 2005 bietet auf den ersten Blick keine besonderen Probleme. Wir stehen besser da als budgetiert. Die Beseitigung struktureller Defizite ist in Griffnähe gerückt.

Trotzdem, wenn Sie die bisherige Diskussion verfolgt haben, könnte die Beurteilung nicht unterschiedlicher sein. Die eine Seite ist für Entwarnung, weil die Wirtschaft jetzt wieder in den Tritt kommt, weil es mehr Einnahmen gibt, die vieles heilen. Die anderen sind die Mahner. Sie sprechen von der bekannten Kostensteigerung – Dinge, die wir spätestens bei der Beurteilung des Finanzplanes näher ansehen müssen. Jedenfalls ist die Situation etwas seitenverkehrt. Neu sieht bei dieser Debatte die Rechte rot und die Linke schwarz.

Ich will mich in Anbetracht der kurzen Redezeit auf zwei, drei formelle Dinge konzentrieren. Die Finanzkontrolle ist bereits erwähnt worden. Sie ist ein ausgezeichnetes Aufsichtsorgan, das wir haben. Aber sie ist nicht nur Aufsichtsorgan im Sinne einer Revisionsstelle, sondern ihre Aufgabe geht weit über die reine Prüfung der Ordnungs- und Rechtmässigkeit hinaus. Sie kann staatliche Massnahmen auf Wirtschaftlichkeit und Wirksamkeit prüfen, und das unterschätzen wir sehr oft. Die Finanzkontrolle hat der Verwaltung ein gutes Zeugnis ausgestellt. Das ist in Anbetracht der Vielfalt und der Komplexität der Aufgaben, die zur Diskussion stehen, und in Anbetracht der umfangreichen Finanzvolumina nicht selbstverständlich. Deshalb ist ein besonderer Dank an alle Beteiligten fällig.

Aber gestatten Sie mir doch zwei, drei Bemerkungen zum Bericht der Finanzkontrolle, die die Verbesserungsfähigkeit der Abwicklung betreffen. Vielleicht kennen Sie das Thema der Nichtübereinstimmung zwischen Zentralbuchhaltung und Amtsbuchhaltung; hier haben wir Informatikprobleme. Aber in Anbetracht der Wichtigkeit und des Gesamturteils kann man die Rechnung so annehmen. Sie wird durch diesen Mangel nicht beeinträchtigt, und mit dem neuen Rechnungslegungsmodell wird dieser Mangel beseitigt.

Die Bundesbilanz wird heute nicht nach den Grundsätzen von «true and fair» bewertet, sondern nach Finanzhaushaltsgesetz, nach Spezialgesetz. Entsprechend werden keine systematischen Abgrenzungen vorgenommen, Rückstellungen werden nur punktuell gebildet. Auch hier muss das neue Rechnungslegungsmodell einen Paradigmenwechsel bringen.

Wir müssen auch zur Kenntnis nehmen, dass die Vorschüsse an die Eisenbahn-Grossprojekte im Umfang von 6,3 Milliarden Franken und die Darlehen an die Arbeitslosenversicherung von 3,8 Milliarden als Aktivposten bilanziert sind. Beide Positionen können nur durch zukünftige zweckgebundene Abgaben – frühestens ab 2015, was den FinöV-Fonds betrifft – beziehungsweise durch zukünftige Überschüsse der Arbeitslosenversicherung zurückbezahlt werden. Diese ganz wenigen Beispiele zeigen, dass mit dem neuen Rechnungslegungsmodell ein eigentlicher Quantensprung stattfinden muss.

Von Interesse sind aber nicht nur die Bemerkungen der Finanzkontrolle zum Rechnungsabschluss, sondern auch die Feststellungen und Empfehlungen, die sie bei den zahlreichen Prüfungen gemacht hat. So mussten wir bei der Präsentation des Jahresberichtes feststellen, dass das interne Kontrollsystem und die Auftragsvergabe immer wieder kriti-

siert werden müssen. Auch die Subventionsbestimmungen, das Jährlichkeits- und das Spezifikationsprinzip werden nicht durchwegs eingehalten. Nicht alles, was an sich sinnvoll ist, ist auch kreditrechtlich korrekt. Wir sollten die Finanzkontrolle in ihren Bemühungen unterstützen, sodass diese Rechnung auch inskünftig möglichst ohne Makel, auch in Anbetracht der Komplexität, über die Bühne geht.

Kiener Nellen Margret (S, BE): Die Rechnung ist ein Spiegel der Zahlen. Dabei gibt es aber auch den Spiegel der Gesellschaft.

Zu den Finanzkennzahlen, einige Vorredner haben darauf hingewiesen: Mir ist es wichtig zu betonen, dass die Steuerung über die Finanzkennzahlen nicht aus einer kurzfristigen Betrachtungsweise erfolgen darf, sondern immer aus einer langfristigen Betrachtungsweise erfolgen muss. So wurde etwa von Vorredner Steiner gesagt, die Quoten hätten sich stabilisiert, Herr Kommissionssprecher Pfister hat von einem durchgezogenen Bild gesprochen und Herr Kollege Zuppiger sogar von einem schwer kranken Patienten.

Meine Betrachtung und diejenige der SP ist die: Die Steuerung nach Quoten darf nicht einem Senkungswahn verfallen. Fakt ist, dass sich sowohl die Staatsquote, seit 2001, als auch die Steuerquote – seit 2000 – nicht nur stabilisiert haben, sondern gesunken sind. Im internationalen Vergleich belegt die Schweiz zunehmend tiefere Ränge bei den verschiedenen Quoten.

Zur Verschuldung: Es ist gerade bezüglich der Verschuldung daran zu erinnern, dass ein beträchtlicher Teil der schweizerischen Verschuldung aus der Ausfinanzierung der Pensionskassen kommt. Der Bund ist hier das Opfer seiner eigenen, von ihm selbst umgesetzten Privatisierungsstrategien. Auch 2005 dienten die am Geld- und Kapitalmarkt aufgenommenen zusätzlichen Mittel vorab der weiteren Ausfinanzierung von Pensionskassenguthaben des Bundes.

Zur gesellschaftspolitischen Analyse: Wir haben eine Gesellschaft, in der auch aufgrund der Finanz- und Steuerpolitik in diesem Land die Einkommen und insbesondere die Vermögen zunehmend ungleich verteilt sind, eine Gesellschaft, in der die Bildung wieder schichtspezifisch ist, was sich fatal auswirken wird, eine Gesellschaft, in der Frauen und Männer tatsächlich nicht gleichgestellt sind. So warten wir etwa auf 32 Prozent mehr Absolventinnen der Natur- und Ingenieurwissenschaften, so warten wir etwa auf 60 Direktorinnen von Bundesämtern – wir haben gerade eine. Wir haben eine Gesellschaft, in der die Innovationsfähigkeit rückläufig ist; ich verweise auf den OECD-Bericht vom Januar 2006, und ich verweise darauf, dass im Juni 2005 hier im sogenannten Entlastungsprogramm 2004 ein Abbau bei den Hochschulen, beim Schweizerischen Nationalfonds und bei der Forschung beschlossen wurde. Hier stellen wir von der SP ganz klar fest: Die neoliberale Finanz- und Steuerpolitik, die den Staatsabbau und Steuerabbau mit diversen Projekten zunehmend verschärft vorantreibt, hinterlässt eine Gesellschaft, die zunehmend durch diese Entwicklung belastet wird. Die SP engagiert sich gegen diese negativen Entwicklungen, die SP fordert mehr Mittel für Bildung und Forschung und Innovation.

Die SP fordert Gleichstellungsprogramme in allen Bereichen, in denen Frauen untervertreten sind, damit ihre Kompetenz überall und auch auf den Chefinnenetagen einfließen kann. Die SP fordert den längst nötigen Ausbau der Betreuungsstrukturen; der gestrige Beschluss des Nationalrates hinsichtlich der 200 Millionen Franken beim Impulsprogramm ist diesbezüglich sehr zu begrüßen. Infrastrukturen für die Tagesbetreuung sind auf allen Ebenen auszubauen, auch die Individualbesteuerung ist voranzutreiben, damit die Zahl der Jahresarbeitsstunden der Frauen in der Schweiz gesteigert werden kann.

Die SP wird sich also weiterhin für eine qualitative, sozial und ökologisch nachhaltige Finanz- und Steuerpolitik, insbesondere beim Budget und beim Finanzplan, engagieren.

Kaufmann Hans (V, ZH): Staatsschulden sind eigentlich nichts anderes als das kumulierte Ergebnis der Finanzpolitik

der Vergangenheit. Unser Staat – Bund, Kantone und Gemeinden – hat in den letzten Jahren sehr viele Schulden aufgehäuft; so viele, dass wir nun in der Weltrangliste der Pro-Kopf-Verschuldung bereits Rang 5 erklommen haben. Pro vierköpfige Familie sind das – Schulden von Bund, Kantonen und Gemeinden zusammengerechnet – immerhin etwa 150 000 Franken. Und selbst bei einem Zinssatz von nur 3 Prozent gibt jede solche Familie bereits jetzt pro Jahr gegen 5000 Franken für Zinsen aus. Nur die Japaner, Italiener, Belgier und Norweger liegen noch vor uns.

Trotz Schuldenbremse nehmen unsere Schulden jedes Jahr zu, auch im letzten Jahr wieder um 3,7 Milliarden Franken, und seit der Abstimmung über die Schuldenbremse hat sich diese Zunahme bereits wieder auf 23 Milliarden Franken kumuliert. Ich frage Sie ernsthaft: Wie viele zusätzliche Schulden wollen Sie eigentlich unseren Kindern noch zumuten? Dennoch glauben einige hier im Saal, wir hätten die Staatsfinanzen nun wieder im Griff. Das wage ich zu bestreiten. Ich erinnere beispielsweise daran, dass wir auch im letzten Jahr wieder eine leicht schöngefärbte Rechnung hatten. Ich denke an die Agioverbuchungen. Angesichts der sehr guten Konjunktur, vor allem auch im Finanzbereich, hätte ich eigentlich einen Überschuss, und zwar einen beträchtlichen, erwartet.

Auch ich möchte jetzt nicht mehr auf weitere Details der Staatsrechnung eingehen. Es ist ja bereits mehr oder weniger alles gesagt worden, und es gibt ja auch nichts mehr daran zu ändern – deshalb ein Blick in die Zukunft. Wir sind jetzt wieder in einer sehr gefährlichen Phase, in einer günstigen Konjunkturphase, die noch während des Restes des Jahres und wahrscheinlich bis 2007 anhalten wird. Wenn aber die Inflation, insbesondere wegen den Erdölpreisen und den Zinsen, weiter steigt, ist für mich das Ende dieser Hochkonjunktur absehbar, insbesondere auch im Bausektor. Es fehlt nur noch, dass sich die Kurseinbrüche bei den Fremdwährungen, wie wir sie seit Jahresbeginn erleben, fortsetzen. Dann dürfte auch die jetzt noch florierende Exportwirtschaft an Schwung verlieren. Dann dürften die Steuereinnahmen wieder tiefer ausfallen. Und gleichzeitig werden wir höhere Zinsausgaben haben, denn auf 130 Milliarden Franken Schulden gerechnet, bedeutet doch jedes Prozent Zinsanstieg – auch wenn das nicht von einem Tag auf den anderen passiert, sondern mittelfristig – zusätzlich 1,3 Milliarden Franken jährlich, und wenn ich die Schulden der Kantone und Gemeinden noch dazurechne, 2,5 Milliarden Franken.

Das sind aber nicht die einzigen Ausgaben, die ansteigen dürften. Wir alle wissen, dass ab dem Jahre 2008 wieder ein beschleunigtes Ausgabenwachstum angesagt ist. Wie rasch Geld ausgegeben ist, haben wir gestern gesehen, und wir werden es beim nächsten Geschäft erleben. Die x-te Rekapitalisierung der Bundespensionskasse wird wieder über eine Milliarde Franken kosten. Deshalb habe ich überhaupt kein Verständnis, wenn man uns hier jetzt noch weismachen will, es handle sich um eine Sparmassnahme. Wir sprechen von 25 Lohnprozenten, die wieder auf Kosten der Steuerzahler aufgebracht werden müssen! Und diese Ausgaben werden dann wieder elegant an der ordentlichen Rechnung vorbeigeschmuggelt: Sie unterliegen der Ausgabenbremse gar nicht, weil sie als ausserordentlich betrachtet werden. Ich bin der Meinung, wir müssen jetzt Gegensteuer geben, jetzt festhalten an einem restriktiven Kurs, sonst haben wir sehr bald noch mehr Schulden, und das wird unsere Handlungsfreiheit massiv einschränken.

Hutter Markus (RL, ZH): Das Defizit der Rechnung 2005 ist tiefer ausgefallen als ursprünglich erwartet, dies dank der unablässigen, wenig populären, aber umso wichtigeren Spardisziplin unseres Finanzministers. Dennoch: Wir müssen erneut eine Erhöhung der Bundesschulden von über 3,5 Milliarden Franken auf insgesamt mehr als 130 Milliarden Franken zur Kenntnis nehmen. Neben der Bevorschussung des Fonds für die Eisenbahn-Grossprojekte sind vorab die zusätzlichen Darlehen an die Arbeitslosenversicherung für den Anstieg der Bundesschuld verantwortlich. Unglücklich

ist es, dass es insbesondere bei den Eisenbahn-Grossprojekten an Transparenz mangelt – und das bei sich verschlechternder Tendenz. Mit einer intransparenten Verteilung der Gelder fehlt ausgerechnet bei einem der massivsten Kostentreiber wie den Eisenbahn-Grossprojekten die Möglichkeit, festzustellen, ob die Finanzmittel effizient und am richtigen Ort, das heisst volkswirtschaftlich sinnvoll, eingesetzt werden. Gerade das wäre bei der entschiedenen Bekämpfung unserer Schuldensituation von grundlegender Bedeutung.

Lassen wir uns angesichts des relativ guten Rechnungsabschlusses nicht täuschen! Die Verschuldung unserer öffentlichen Hand ist in den vergangenen zwölf Jahren von 17 auf über 200 Milliarden Franken angestiegen, wovon über 130 Milliarden Franken allein Bundesschulden ausmachen. Damit betrug die Zunahme der Verschuldung der Eidgenossenschaft in den Neunzigerjahren durchschnittlich nicht weniger als eine Million Franken pro Stunde. Während der Bund 1993 ganze 8 Milliarden Franken Schulden hatte, sind 2005 allein die Schuldzinsen höher ausgefallen als die Ausgaben für Sicherheit oder Bildung.

In diesem Sinne können wir die «Frostwarnung» unseres Finanzministers, der für die Zukunft auf absehbare Altlasten, Mehrausgaben und Mindereinnahmen in der Höhe von über 8 Milliarden Franken hinweist, nicht ernst genug nehmen. Die nach wie vor bestehenden Defizite, die Zunahme und der Umfang der Verschuldung sind und bleiben beängstigend. Es gibt keinen Grund zur Entwarnung. Die Schweiz muss immer mehr Geld für Zinsleistungen aufbringen, Geld, das anderswo dringend benötigt würde. Die auf ein hohes Niveau getriebenen Leistungen der Sozial- und Wirtschaftshilfe können auf allen Ebenen nicht mehr finanziert werden. Das Defizit der Rechnung 2005 beweist: Der Leistungsstaat ist überfordert, die öffentlichen Finanzen der Schweiz bleiben auch nach dem erfreulichen Rechnungsabschluss 2005 ein Problem für die gesamtwirtschaftliche Stabilität der Schweiz.

Die Anstrengungen des Bundesrates im Zusammenhang mit dem Aufgabenportfolio und der Verwaltungsreform verdienen unsere volle Unterstützung. Der Bundesrat will zudem in einem Schuldenbericht auf die Schuldenentwicklung und den Umgang mit den Schulden eingehen. Ich danke dem Finanzminister, dass er diese Diskussion aktiv antreibt und ihr die nötige Priorität einräumt. Diese Diskussion ist für unser Land wichtig. Die FDP wird sie intensiv nutzen.

Darbellay Christophe (C, VS): Le compte d'Etat 2005 se solde par un déficit de 121 millions de francs au lieu de 1,8 milliard comme le prévoyait le budget 2005. Ce résultat réjouissant est dû aux 533 millions de francs de recettes supplémentaires par rapport au budget 2005 et au 1,1 milliard de dépenses en moins, toujours par rapport au budget 2005.

Ainsi, les scénarios apocalyptiques envisagés par la gauche au moment du débat sur le budget ne se sont pas produits. «Alors, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes!» diront les Candide; «Alléluia!» pourraient dire les démocrates-chrétiens. Nous sommes certes dans la bonne voie; les choses vont mieux; nous avons une marge relativement confortable par rapport aux objectifs du frein à l'endettement; nous sommes dans le plan qu'ont fixé le Conseil fédéral et le Parlement pour l'assainissement et la diminution du déficit structurel; mais nous ne pourrions nous en satisfaire. Nous ne pouvons pas relâcher nos efforts puisque le dérapage des finances publiques amorcé au début des années 1990 laissera des traces durables.

Si l'on peut raisonnablement espérer que les budgets 2007 ou 2008 seront équilibrés, la planification des finances à plus long terme recèle de nombreux risques. Par exemple, il y a avis de tempête sur l'augmentation non maîtrisée des dépenses des assurances sociales dans les domaines de l'assurance-invalidité, de l'assurance-vieillesse et survivants, de l'assurance-maladie. Ces augmentations des dépenses ont un caractère quasi automatique tant que nous n'avons pas engagé des réformes approfondies. L'assainissement des caisses de pension est aussi un risque important. Si

nous pouvions baser nos réflexions futures sur une croissance économique solide de 2 pour cent, beaucoup de problèmes seraient résolus. Mais c'est un peu trop simple d'agir de cette manière au sortir de dix années de vaches maigres. Il y a un avis de tempête sur les grands projets ferroviaires puisqu'on a affaire là à un puits sans fond, avec de nombreux risques et de nombreuses incertitudes. Il y a la nécessité d'agir en faveur des familles et aussi des entreprises pour que la place économique suisse demeure attractive. Ceci aura une influence sur les recettes. Il y a la nécessité aussi de financer ce que l'on considère aujourd'hui comme une priorité, à savoir le secteur de la formation et de la recherche, puisque c'est la seule ressource de ce pays.

Et puis il y a une dette accumulée en une quinzaine d'années qui atteint aujourd'hui 140 milliards de francs, soit 10 millions de francs d'intérêts payés chaque jour, ou à peu près 4 milliards par année. Imaginez des taux d'intérêts – qui sont bas aujourd'hui – plus élevés comme les taux du début des années 1990 et la catastrophe est quasiment programmée.

Les discussions sur le budget 2006 ont montré les difficultés que nous avons à économiser à court terme. Ainsi, le Conseil fédéral et le Parlement doivent désormais concentrer leurs efforts sur le moyen et sur le long terme. L'équilibre financier à plus long terme n'est envisageable que si nous sommes capables, Parlement et Conseil fédéral, d'engager des réformes dans tous les domaines, dans toutes les tâches de l'Etat, d'aborder ces réflexions sans tabous et de fixer les vraies priorités. En effet, le peuple s'est prononcé à de nombreuses reprises dans les cantons et il ne veut pas payer plus d'impôts.

Par conséquent, nous avons des moyens à disposition et nous devons faire au mieux avec eux – ni plus, ni moins – pour répondre aux souhaits des citoyens qui attendent de notre part des priorités claires. Pour cela, il ne suffit pas de décider d'un nouveau corset comme celui qui reviendrait à calquer l'augmentation de nos dépenses sur la croissance économique. Cela ne suffit pas, car ce serait considérer les finances comme une fin et non pas comme un moyen. Mais il faudra envisager des réformes, aborder aussi les vraies questions, notamment celles qui fâchent.

Schwander Pirmin (V, SZ): Die Staatsrechnung schliesst besser ab als budgetiert. Dies war sicher nur möglich durch das stete Bemühen des heutigen Finanzministers, den Finger laufend auf die wunden Punkte zu legen – kein einfacher Job, vor allem kein Job, bei dem man viel Lob ernten kann. Ich habe Respekt vor diesen Bemühungen, Herr Bundesrat, und ich danke Ihnen für diese Arbeit.

Aber deswegen in Lobeshymnen auf unsere Staatsrechnung 2005 auszubrechen oder gar die bisherigen Sparbemühungen zu missbilligen ist doch zu viel des Guten oder zu viel der Realitätsverweigerung. Wenn feststeht, dass sich die Pro-Kopf-Verschuldung – nur des Bundes – in den letzten fünfzehn Jahren mehr als verdoppelt hat, dann liegt die Vermutung nahe, dass unser Finanzhaushalt auf sehr wackligen Füßen steht, wenn überhaupt noch Füße vorhanden sind. Unseren Bürgerinnen und Bürgern ist endlich klarer Wein einzuschenken und darzulegen, dass die Erfolgsrechnung 2005 einen Verlust von über 2,6 Milliarden Franken ausweist und dass verschiedene Abschlussbuchungen betreffend Eventualverpflichtungen noch nicht vorgenommen worden sind. Es steht fest, dass keine systematischen Abgrenzungen vorgenommen worden sind, dass die Vorschusszahlungen in den FinöV-Fonds noch nicht laufend abgeschrieben werden, dass das Darlehen an den AHV-Fonds nicht gedeckt ist, und es steht weiter fest, dass weitere Eventualverpflichtungen, z. B. gegenüber den Pensionskassen, nicht verbucht sind. Natürlich sagt die Revisionsstelle, es stehe alles in Einklang mit den Beschlüssen des Parlamentes. Das stimmt, aber akzeptieren Sie auch einen Beschluss eines Verwaltungsrates, der sich selbst die Kompetenz gibt, die allgemein anerkannten Buchführungsvorschriften auszutricksen? Wohl kaum! Wir als Politiker neigen dann dazu, den Finger zu erheben, mit dem Finger auf diese Leute oder

diese Firmen zu zeigen. Ich empfehle uns selbst, mit dem Finger zuerst auf uns selbst zu zeigen.

Natürlich sagen Sie des Weiteren, es sei schon seit Jahrzehnten so, das Geld sei ja ausgegeben und mit dem neuen Rechnungsmodell sei alles auf gutem Weg. Nichtsdestotrotz komme ich zum Schluss, aus den genannten Gründen auch die Jahresrechnung 2005 abzulehnen, wie ich das schon 2004 gemacht habe, und empfehle Ihnen, dies ebenfalls zu tun. Dies hat für mich nichts mit einem Ritual zu tun. Ich möchte damit ein klares Zeichen setzen und dem Finanzminister den Rücken stärken in seinen Bemühungen, die Konsolidierung der Bundesrechnung mit dem neuen Rechnungsmodell ohne Wenn und Aber durchzusetzen. Denn die Vorzeichen dafür sind alles andere als rosig.

Dormond Béguelin Marlyse (S, VD): Cela a déjà été dit: le compte d'Etat 2005, qui enregistre un déficit de 121 millions de francs, est bien meilleur que le budget voté par le Parlement, qui prévoyait, lui, un déficit de plus de 1,7 milliard de francs. C'est un beau résultat, qui a été obtenu surtout par le biais des économies, qui sont de 1,144 milliard de francs supérieures à celles budgétisées. Les recettes, elles, sont de 533 millions de francs plus importantes que ce qui était prévu; les recettes extraordinaires, à savoir plus de 7 milliards de francs provenant du produit de la vente de l'or excédentaire de la Banque nationale et 1,35 milliard provenant de la vente d'actions de Swisscom, ne sont pas comprises dans ces chiffres.

On pourrait s'arrêter là et se dire que l'exercice est particulièrement positif. Mais il ne s'agit là que du point de vue établi sous l'angle strictement financier – en fait, le point de vue que l'on peut attendre de comptables. Mais notre rôle de parlementaires est aussi d'examiner les répercussions politiques des économies réalisées. La bonne marche d'un Etat, ce ne sont pas simplement la comptabilité et les chiffres noirs. C'est aussi la mise en oeuvre des lois que nous avons votées, le fait que l'Etat ait encore les moyens de remplir ses tâches. C'est aussi que cet Etat soit encore un partenaire fiable pour les cantons et les autres milieux partenaires qui comptent sur lui, sans parler de son rôle sur la place internationale. C'est enfin que cet Etat ait encore une notion de la parole donnée et des promesses faites.

Sous cet angle, ou plutôt quant à ces différents volets de l'action et des tâches de l'Etat, on peut commencer sérieusement à être inquiet. Force est de constater que la Confédération a des problèmes de fonctionnement qui vont encore s'aggraver. En effet, selon les renseignements qui nous ont été fournis, plusieurs lois votées par le Parlement ne peuvent pas être appliquées ou ne peuvent l'être que de manière insatisfaisante par manque de moyens humains et financiers. C'est le cas par exemple de la loi sur les cartels, de la loi contre le travail au noir et même de la nouvelle loi sur la formation professionnelle, entrée en vigueur en 2004. Cette dernière loi touche 70 pour cent des personnes en formation. Or, compte tenu des économies imposées, il faudra, pour la mettre complètement en vigueur, plus du double de temps que ce qui avait été annoncé au Parlement. Dans la mesure où, pour ce domaine, la Confédération a besoin des partenaires que sont les cantons et les associations professionnelles, cette situation n'est pas sans dommages pour l'Etat fédéral, qui laisse de plus en plus une image de partenaire peu fiable.

En ce qui concerne la mise en oeuvre de la loi sur les cartels, la commission chargée de son application n'a pas les moyens d'en assurer la mise en oeuvre par manque de personnel. Et l'avenir ne s'annonce pas des plus brillants puisque la Commission de la concurrence doit supprimer 20 pour cent de ses postes de travail d'ici à 2008. On ne peut pas trouver cette situation satisfaisante quand on est attaché au fonctionnement de l'Etat de droit.

Dans le domaine de la perception des recettes, la lecture du rapport du Contrôle fédéral des finances nous révèle des points pour le moins étonnants. En effet, pour l'AVS par exemple, nous apprenons que les contrôles des employeurs par les caisses de compensation souffrent de certaines lacu-

nes. Ainsi, des caisses n'effectuent pas de contrôle lorsque le total des salaires est inférieur à 200 000 francs, ce qui ne respecte pas la loi en vigueur. On peut d'ailleurs s'étonner de la passivité du Conseil fédéral quand on sait que chaque réviseur engagé à plein temps rapporte à l'AVS au moins un demi-million de francs. C'est de l'argent dû à l'AVS, et tout devrait être mis en oeuvre pour qu'il arrive dans les caisses de cette assurance.

D'autres sources de recettes sont aussi délaissées, comme par exemple la perception de la TVA, à propos de laquelle on constate d'ailleurs que les entreprises installées en Suisse romande ont quatre fois plus de contrôles que celles installées en Suisse alémanique. C'est une entorse inadmissible sur le plan de l'égalité de traitement.

Dans une période où le gouvernement ne cesse de se plaindre de l'état des finances fédérales, il faudrait tout mettre en oeuvre pour que les sommes dues à l'Etat soient encaissées, et ce n'est pas le cas. Lors du travail sur le prochain budget, nous aurons l'occasion de contrôler si le Conseil fédéral aura pris les mesures nécessaires pour diminuer ces dysfonctionnements qui coûtent aux finances de l'Etat.

Leutenegger Filippo (RL, ZH): Der Abschluss der Finanzrechnung mit einem Defizit von 121 Millionen Franken ist sicher erfreulich. Dies ist übrigens auch ein Verdienst des Bundesrates – das muss auch einmal gesagt werden –, insbesondere unseres Finanzministers, denn das Resultat wurde vor allem dank verminderter Ausgaben erreicht. Aber das ist leider nur ein Teil der Wahrheit. Im vergangenen Jahr haben nämlich die Staatsschulden nicht um 121 Millionen Franken, sondern um 3654 Millionen Franken zugenommen. Wie kommt es zu dieser riesigen Differenz? Ganz einfach: Wir zeigen mit der Staatsrechnung nämlich nur einen Teil der Wahrheit. Einen immer grösseren Teil der Defizite wickeln wir in Sonderrechnungen ab, die zunehmend ausser Kontrolle geraten – leider.

So hat der Bund 2005 mit der Arbeitslosenversicherung 1,8 Milliarden Franken an Defiziten produziert, die nicht in der ordentlichen Rechnung verbucht sind, sondern nur als zusätzliche Verschuldung figurieren. Auch der Vorschuss für den FinöV-Fonds von knapp einer Milliarde Franken wird – in der Hoffnung, dass er zurückbezahlt werden kann – nicht in der ordentlichen Rechnung konsolidiert. Noch schlimmer steht es um die IV-Rechnung: Das Defizit von 1,7 Milliarden Franken belastet zwar nicht direkt den Staatshaushalt, sonst wäre es ja in der Rechnung, sondern es gefährdet den AHV-Ausgleichsfonds, der dann irgendwann mal mit zusätzlichen Steuermitteln saniert werden muss. Und last, but not least belastet die Sanierung der Pensionskasse des Bundes die Erfolgsrechnung massiv. Und so schliesst die Erfolgsrechnung mit einem Defizit von 2,6 Milliarden Franken ab. Sie sehen, vom matten Glanz der heute präsentierten Finanzrechnung bleibt nach Abzug der weiteren Defizite der Sonderrechnungen des Bundes nicht viel mehr übrig als eine tiefrote Zahl.

Wenn wir für den Bund eine konsolidierte Konzernrechnung erstellen würden – und das müsste man dringend, eine Konzernrechnung hat nämlich den Sinn, dass man die realen Zahlen und den Zustand des Gesamtunternehmens reflektiert und nicht nur einzelne Teile, wie wir das heute machen –, dann müssten wir nämlich mit Schrecken feststellen, dass wir, je nach Berechnung, ein tatsächliches Defizit des Bundes als Gesamtunternehmen von sage und schreibe 5 bis 7 Milliarden Franken ausweisen müssten. Mit anderen Worten: Wir erzählen unseren Mitbürgerinnen und Mitbürgern mit der Staatsrechnung 2005 höchstens die Hälfte der Wahrheit. Aber die Realität wird uns sowieso einholen, wenn wir die Arbeitslosenversicherung mit ihren Defiziten sanieren müssen, wenn wir die IV-Schulden begleichen oder die Beiträge der Erwerbsersatzordnung erhöhen müssen oder wenn wir weitere Zahlungen für die Pensionskassen der SBB und des Bundes zu berappen haben – ganz zu schweigen von den Begehrlichkeiten unseres Parlamentes, die schon in der Pipeline sind und von denen auch unser Fi-

nanzminister in seiner «Frostwarnung» hoffentlich ein Lied singen wird.

Um eine wahrheitsgetreue Rechnung abzuliefern, braucht der Bund dringend eine konsolidierte Konzernrechnung, wie sie im Finanzhaushaltsgesetz vorgesehen ist. Allerdings sind wir bisher vertröstet worden. Deshalb bin ich sehr froh, dass der Bundesrat in der Stellungnahme zu einer Motion gesagt hat, dass er spätestens 2008 die konsolidierte Finanzrechnung abliefern wird. In der Zwischenzeit hoffe ich, dass die finanzielle Situation so ausgewiesen wird, wie sie für den gesamten Bund als gesamtes Unternehmen ist.

Hofmann Urs (S, AG): Wir haben es heute Morgen immer wieder gehört: Die Staatsrechnung 2005 hat erheblich besser abgeschlossen, als es budgetiert war. Dabei haben vor allem Minderausgaben zum guten Ergebnis beigetragen. Dieses Ergebnis straft all jene Lügen, die der öffentlichen Hand, insbesondere dem Bund, immer wieder finanzpolitischen Schlendrian vorgeworfen haben nach dem Motto: Was im Budget steht, wird dann auch ausgegeben, ob es Sinn macht oder nicht. Die Bundesverwaltung hat im letzten Jahr die ihr im Budget zur Verfügung gestellten Mittel bei weitem nicht ausgeschöpft; sie ist sparsam mit den Steuergeldern umgegangen, gerade auch im Kleinen. Dafür gebührt den Tausenden von Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern des Bundes Dank.

Doch der Rückblick auf das vergangene Jahr darf nicht der Hauptgegenstand der heutigen Debatte sein. Entscheidend ist vielmehr auch für uns, wie sich der Bundeshaushalt in Zukunft entwickeln wird, vor allem aber, welche Schwerpunkte der Bundesrat beim Einsatz der Bundesmittel mittel- und langfristig setzen will. Hier sind wir leider nicht wesentlich weiter als vor einem Jahr, als wir hier an dieser Stelle vom Bundesrat eine klare Prioritätensetzung verlangt haben. Die unter dem Titel Aufgabenportfolio laufende Überprüfung der Bundesaufgaben hat seither mehr Verwirrung ausgelöst als Klarheit geschaffen. Klare bundesrätliche Aussagen zu finanzpolitischen Schwerpunkten fehlen nach wie vor. Mit dem blossen Jammern über überproportionale, demografisch bedingte Steigerungen der Sozialausgaben kommen wir jedenfalls keinen Schritt weiter. Gefragt sind vielmehr klare politische Wertungen als Grundlagen für die finanzpolitische Diskussion, auch hier im Parlament. Mit dem vom Bundesrat ohne Kompensation vorgeschlagenen Steuererleichterungen werden die Perspektiven für die nächsten Jahre jedenfalls eher verschlechtert als verbessert.

Die Dringlichkeit finanzpolitischer Grundsatzentscheide des Bundesrates wird dokumentiert durch unmittelbar bevorstehende Entscheide über die Höhe der Mittel für Bildung und Forschung, für den öffentlichen Verkehr, für die Landwirtschaft und für die Rüstungsausgaben in den nächsten Jahren. Wir haben hier unsere Prioritäten bereits klar zum Ausdruck gebracht, und wir erwarten auch vom Bundesrat, dass er hier nun endlich Farbe bekennt. Mit dem vorgelegten Rüstungsprogramm hat er jedenfalls dokumentiert, dass er die Zeichen der Zeit noch nicht erkannt hat oder nicht erkennen will.

Den schwarzen Peter einfach den Sozialwerken zuzuschieben und diese des Kannibalismus zu bezichtigen, wie dies Herr Loepfe getan hat, bringt uns nicht weiter und ist auch deplatziert. Ihre Bundesratskandidatin jedenfalls, Herr Loepfe, hat gestern in unserer Fraktion Sparübungen bei der AHV klar abgelehnt. Und wir sind überzeugt, dass das Schweizervolk auch künftig bereit sein wird, die Leistungen der AHV zu erhalten und demografiebedingte Mehrausgaben durch zusätzliche Einnahmen zu finanzieren, falls dies nötig sein sollte.

Klar ist für uns, dass die notwendigen Ausgaben für unsere Sozialwerke nicht die dringenden Investitionen in die Zukunft verhindern dürfen, namentlich nicht im Bereich Bildung und Forschung. Dass die bisher im Finanzplan vorgesehenen Erhöhungen angesichts der dem Bund durch das Gesetz zusätzlich auferlegten Aufgaben im Ergebnis auf eine Kürzung bei der Forschung und Hochschulbildung hinauslaufen und bei weitem nicht ausreichen, um mit der Konkurrenz in Eu-

ropa mithalten zu können, ist mittlerweile allgemein bekannt und anerkannt. Ich bitte auch unseren Finanzminister, dies im Hinblick auf die Diskussionen, die im Bundesrat anstehen, zur Kenntnis zu nehmen.

Noch eine Bemerkung zur Personalpolitik des Bundes. Jede Unternehmung betont immer wieder, das Personal sei ihr wichtigstes Kapital, die Basis für den langfristigen Erfolg. Dies gilt selbstredend nicht nur für private Firmen, sondern auch für den Bund. Soll dieser Grundsatz nicht bloss eine billige Beruhigungsspielle für unser unzufriedenes Personal sein, muss er auch für die Arbeitsbedingungen und die betriebliche Praxis konkrete Konsequenzen haben. Und vor allem muss der Bundesrat als Arbeitgeber seine Personalpolitik auf eine sozialpartnerschaftliche Grundlage abstützen. Die Personalpolitik des Bundesrates der letzten Jahre, die Beschlüsse sowohl des Bundesrates als auch des Parlamentes haben hier das erforderliche Vertrauen nicht geschaffen, sondern es im Gegenteil massiv beeinträchtigt, wenn nicht gar zerstört. Dass es Herr Bundesrat Merz als oberster Personalchef für geboten erachtete, mit einigen kräftigen Bodyguards an einer Versammlung des Bundespersonals zu erscheinen, hat dies augenfällig und eindrücklich dokumentiert. Das Parlament kann bei der anstehenden Diskussion um die Publica vertrauensbildend wirken, und vom Bundesrat erwarten wir, dass er alles daransetzt, zusammen mit dem Personal eine tragfähige Personalpolitik zu entwickeln, die die Attraktivität des Bundes als Arbeitgeber wieder erhöht und der guten Arbeit, die das Bundespersonal leistet, auch bei der Lohnentwicklung Rechnung trägt.

Weyeneth Hermann (V, BE): Ich stelle fest, dass rund eine Stunde der Diskussion um diese Rechnungslegung in Abwesenheit eines Vertreters des Bundesrates stattgefunden hat. Ich mache daraus kein Theater, aber es entspricht nicht dem Reglement dieses Parlamentes. Ich bitte das Büro, dafür zu sorgen, dass sich das nicht wiederholt. Allenfalls, wenn es sich aus Programmgründen so ergibt, steht ja auch noch ein Stellvertreter des Departementschefs zur Verfügung, und er ist entsprechend auf Pikett zu stellen. Damit wäre das erledigt.

Nun eine oder zwei Bemerkungen zu gefallen Voten: Frau Fässler, wenn Sie Recht hätten mit dem, was Sie hier in Bezug auf das Ausgleichskonto erzählt haben, gäbe es keine armen Leute. Sie sind viel klüger, Bezug nehmend auf das, was Sie hier von sich gegeben haben – «c'était pour la galerie». Das Geld, das sich im Ausgleichsfonds befindet, der auf null gestellt wird, ist nicht vorhanden und kann folglich nicht zur Schuldentrückzahlung verwendet werden. Das wissen Sie ganz genau. Denn wenn das Defizit geringer ausfällt als budgetiert, wenn ich weniger ausbebe, als ich vorher vorgesehen habe, aber auch nicht über das nötige Geld verfüge, um alles zu bezahlen, dann habe ich Ende des Jahres kein Geld, um Schulden abzubauen. So einfach, wie Sie das von sich gegeben haben, liegt die Sache nun schon nicht.

Dann komme ich noch zu Frau Kiener Nellen: Sie ist im Moment nicht da, dann werde ich etwas zurückhaltender formulieren – doch, sie ist da. Sie scheinen nicht nur in gewissen anderen Politikfeldern gewissen Irrtümern zu erliegen, sondern auch in Bezug auf den Unterschied zwischen einer Kapitalversicherung und einer Umlagefinanzierung. Wenn Sie einmal mehr die billige Ausrede gebracht haben, die Schulden des Bundes seien hier nur gewachsen, weil man eine Kapitalversicherung auch finanziert hat, dann ist das auch eine etwas einfältige Darstellung, das muss ich Ihnen schon sagen.

Wir haben keine Sonderbürger in diesem Land, auch Bundesangestellte sind keine. Das wird sich im nachfolgenden Geschäft auch ergeben. Aber wenn alle anderen ihre Kapitalien sichergestellt haben müssen, ist auch die Pensionskasse des Bundes finanziell sicherzustellen. Das kann nicht aus der laufenden Rechnung finanziert werden.

Herr Finanzminister, Sie haben im Februar den Medien die Finanzrechnung des Bundes präsentiert. Sie haben schon mehrmals angekündigt, Sie würden demnächst, am Schluss Ihrer Ausführungen, noch eine «Frostwarnung» abgeben.

Man erwartet sie in diesem Sinn bereits. Hier hat ein Unternehmen eine unkonsolidierte Rechnung gross medial vorgestellt, und dann hat die konsolidierte Erfolgsrechnung, deren Ergebnis hier dargestellt und diskutiert worden ist, im Grunde genommen ein ganz anderes Bild ergeben. Dann sollte man sich aber auch nicht darüber wundern, dass aufgrund des Eindrucks in der Öffentlichkeit, die Sache stehe zum Besten, wenn lediglich 120 Millionen Franken fehlen, auch hier im Parlament Entscheide fallen, wie sie gestern gefallen sind. Ich gehe davon aus, dass das neue Rechnungsmodell auch in Bezug auf das, was insbesondere von Herrn Schwander bemängelt wurde, was auch in den Berichten der Finanzkontrolle steht, korrigiert wird. Sonst müsste man vom Parlament aus dafür sorgen, dass der Bundesrat die Öffentlichkeit zu jenem Zeitpunkt über die finanzielle Situation orientiert, wenn alle Karten auf dem Tisch liegen, und nicht nur das präsentiert, was sich in der Öffentlichkeit gut verkaufen lässt.

Abate Fabio (RL, TI): Il deficit di 121 milioni di franchi registrato nell'anno 2005 è sicuramente un risultato degno di nota. Innanzitutto, le cifre sono ben diverse da quanto presentato nel consuntivo 2004 nonché dalle previsioni conseguenti all'adozione del preventivo 2005, il quale, ricordiamo, è stato approvato dal Parlamento con un deficit di quasi un 1,8 miliardo di franchi. Possiamo affermare senza dubbio che tale risultato testimonia un ulteriore passo nella direzione del risanamento delle finanze, un obiettivo politicamente condiviso da tutte le forze politiche ma sostanzialmente difficile da conseguire quando si tratta di passare dalle parole ai fatti con l'assunzione delle dovute responsabilità. Dunque, ancor più si giustifica una nota di merito a favore del ministro delle finanze.

Le ragioni di questo risultato sono avantutto il contenimento delle uscite, grazie anche ai programmi di risparmio straordinari adottati dal Parlamento. Tuttavia, rispetto all'anno precedente esse sono sensibilmente aumentate, nella misura del 2,2 per cento: finanze, trasporti e socialità hanno giocato un ruolo determinante. Meno marcate, per contro, le progressioni in ambito di politica estera nonché formazione e ricerca. Per quest'ultima posizione – la formazione e la ricerca – dobbiamo attenderci in futuro una progressione più marcata in virtù di esigenze oggettive del Paese o meglio di una Svizzera, che deve giocare la propria partita sul piano dell'intelligenza ritrovando l'auspicato livello di competitività, in leggera regressione negli ultimi anni. Agricoltura e difesa registrano una diminuzione delle uscite, proponendo contemporaneamente punti interrogativi estremamente delicati per il futuro di entrambi i settori.

Per quanto concerne le entrate possiamo constatare un sensibile aumento nella misura del 1,1 per cento. E prematuro parlare di tendenza al rialzo ma si giustifica un moderato sentimento di ottimismo, anche in virtù delle cifre accertate in ambito delle entrate fiscali nel primo trimestre di quest'anno. L'auspicio è comunque quello di continuare sulla via di una valutazione prudente delle entrate onde evitare di ragionare su cifre che potrebbero riservare cattive sorprese – non certo quanto oggi ci ritroviamo a discutere ed approvare. Purtroppo il debito strutturale registra un aumento di oltre 3,5 miliardi di franchi per raggiungere l'importo considerevole di oltre 130 miliardi di franchi.

I motivi risiedono negli anticipi prelevati dal fondo destinato a finanziare grandi progetti ferroviari nonché in un prestito nella misura di 1,8 miliardo di franchi all'assicurazione disoccupazione. La sollecitazione finanziaria del fondo è strettamente legata all'evoluzione delle entrate, segnatamente alla tassa sul traffico pesante, mentre i beneficiari, in particolare Alptransit, rappresentano un motivo di preoccupazione, che potrebbe anche riservarci ulteriori sorprese.

In buona sostanza, dall'esame del consuntivo 2005 emergono giustificati elementi di soddisfazione. Comunque, non possiamo permetterci di soffermarci a lungo a contemplare il risultato ottenuto. Nei prossimi anni saremo confrontati con gli effetti di nuove decisioni di merito del Parlamento, tali da influire in modo inequivocabile sui conti della Confedera-

zione. L'esercizio di risanamento non è terminato e si attendono ancora passi importanti, i quali non devono limitarsi ad esercizi di contabilità ma concretizzarsi anche in decisioni eminentemente politiche. Non devono altresì rispecchiare isterismo bensì un approccio equilibrato.

Quindi, in nome del gruppo radicale-democratico vi invito ad approvare il consuntivo 2005.

Merz Hans-Rudolf, Bundesrat: Ich möchte im Folgenden zu vier Punkten Stellung nehmen: erstens zur Staatsrechnung des letzten Jahres, zweitens zur Entwicklung der Finanzen in diesem Jahr, drittens werfe ich einen Blick in die Zukunft, und viertens schneide ich noch ein paar Spezialfragen an.

1. Ich möchte Ihnen für die wohlwollende Aufnahme der Staatsrechnung 2005 danken. Ich bin selber überzeugt, dass das Resultat befriedigend ausgefallen ist. Es ist befriedigend, weil es entsprechend der Schuldenbremse mit einem Defizit von 1,8 Milliarden Franken hätte ausfallen dürfen; in der Tat aber liegt das Defizit nur etwa bei 120 Millionen. Diese «Besserabschlüsse» sind in erster Linie möglich geworden dank der Ausgabenkürzungen, dank der Programme zur Beeinflussung des Bundeshaushaltes, dank der Entlastungsprogramme, der Aufgabenverzichtplanung usw. Das zeigt, dass diese Massnahmen allmählich zu greifen beginnen, und es zeigt, dass wir diesen Bundeshaushalt in den Griff bekommen. Das scheint mir ein ganz zentrales Anliegen zu sein, denn nach Massgabe dessen, wie wir die Finanzen im Griff haben, schaffen wir auch Vertrauen. Wir schaffen Vertrauen gegenüber der Volkswirtschaft, gegenüber den Steuerzahlerinnen und Steuerzahlern, gegenüber dem Finanzplatz. Wir schaffen aber auch Vertrauen im Ausland, und da darf ich doch darauf hinweisen, dass wir mit diesem Abschluss des letzten Jahres zur Spitzengruppe der europäischen Länder gehören, denn es gibt nur wenige Länder, denen es gelingt, mehr oder weniger ausgeglichene Staatsrechnungen vorzuweisen.

Ein Instrument, genannt Schuldenbremse, hat uns auf diesem Weg zweifellos sehr stark geholfen. Diese Schuldenbremse sieht vor, dass wir den ordentlichen Haushalt, die Finanzrechnung, nach gewissen Kriterien führen und dass wir daneben einen ausserordentlichen Haushalt führen. Dieser ausserordentliche Haushalt ist noch nicht im Griff, und das ist in der Tat ein Thema, das wir nun angehen wollen und müssen.

2. Zum laufenden Jahr: Das Budget für das laufende Jahr bewegt sich auf einem Niveau von etwa 52 Milliarden Franken. Es ist in der Tat so, dass die Einnahmen sich etwas verbessert haben. Wir sind auf Kurs mit dem Budget dieses Jahres. Es ist durchaus möglich, dass wir am Ende des Jahres sogar etwas besser abschneiden, als das geplant war, wobei sich die Einnahmen in unterschiedlicher Fristigkeit entwickeln. Die Einnahmen aus der Verrechnungssteuer stellen sich in der Regel im Laufe des Jahres heraus, jene aus dem Stempel nach Massgabe des Börsengeschehens, jene aus der Mehrwertsteuer nach Massgabe des Konsums und jene aus der direkten Bundessteuer nach Massgabe der Abschlüsse der Unternehmen, von denen ein Teil im Budgetjahr und ein Teil erst im nächstfolgenden Jahr zur Steuer fällig werden. Daher fliessen diese Einnahmen oft mit einem gewissen Verzögerungseffekt. Es war deshalb ganz klar: Im Jahr 2005, im letzten Jahr, hat uns nicht in erster Linie die Erholung der Wirtschaft geholfen, sondern es waren in der Tat die Massnahmen auf der Ausgabenseite. Das mag sich jetzt in diesem Jahr etwas verbessern.

3. Zur Zukunft: Wir sind jetzt dabei, das Budget für das Jahr 2007 zu planen. Dieses Budget wird gegenüber den früheren Budgetprozessen wesentliche Anpassungen bringen. Diese Anpassungen hängen mit dem neuen Rechnungsmodell, aber auch mit dem neuen Finanzhaushaltsgesetz zusammen. Wir werden in diesem Sinne konsequent die Kostenrechnungen einführen, und wir werden aber auch konsequent die Bruttoverbuchungen vornehmen. Und das wird dazu führen, dass das Budget für das nächste Jahr vom Zahlenmaterial her etwas aufgebläht daherkommen wird. Also überall dort, wo es zum Beispiel Debitoren zu planen

gibt, werden wir sie auch als solche ausscheiden und nach dem Bruttoprinzip behandeln. Es geht weiter darum, die neue Kontierung einzuführen, aber natürlich auch den Abschluss verbessert vorzunehmen nach den Ipsas-Standards, die wir ja beschlossen haben.

Das Budget für das nächste Jahr wird einen Überschuss vorsehen, vorsehen müssen. Ähnliches muss für die Finanzplanjahre 2008 bis 2010 gelten. Auch an diesem Finanzplan arbeiten wir, und wir wollen ihn noch vor der Sommerpause in den Bundesrat bringen.

Ein zentrales Anliegen für mich ist in der Tat, die Schuldenentwicklung in den Griff zu bekommen, indem wir zumindest einmal dafür sorgen, dass trotz gutem Abschluss in der Finanzrechnung im ausserordentlichen Bereich nicht neue Schulden entstehen. Das war in der Vergangenheit immer der Fall, und es waren eigentlich immer dieselben Gründe, die zu diesen zusätzlichen Schulden und damit zum Schuldenaufbau geführt haben. Wir werden uns Rechenschaft geben müssen darüber, wie wir die Finanzierung des Infrastrukturfonds vornehmen müssen, das sind etwa 2,2 Milliarden Franken. Wir werden uns Rechenschaft ablegen, wie wir die nachschüssigen Finanzierungen der IV im Zusammenhang mit dem NFA-Projekt von auch über einer Milliarde Franken finanzieren, und wir werden die Bundespensionskasse Publica finanzieren müssen, sei es durch eine Rentnerkasse, sei es durch einen Einmaleinschuss. Der Bund wird auf jeden Fall diese Finanzierung vornehmen müssen.

Diese Probleme gilt es zu lösen. Ich bin aber zuversichtlich, dass die Finanzplanung für die nächsten vier Jahre ohne rote Zahlen auskommen wird und auskommen muss.

In diesem Zusammenhang gibt es ein noch längerfristiges Programm, das Aufgabenportfolio. Um dieses Aufgabenportfolio sind in letzter Zeit einige Missverständnisse aufgeklärt. Ich möchte an dieser Stelle noch einmal Folgendes klar machen: Das Aufgabenportfolio ist kein Projekt des Finanzdepartementes, wie es teilweise dargestellt wird, sondern ist ein Projekt des Gesamtbundesrates. Wir haben die Vorarbeiten geleistet. Wir haben gezeigt, nach welchem Mechanismus ein Portfolio handhabbar ist. Wir haben gezeigt, wie man es in der Praxis als Mechanismus anwenden muss. Jetzt ist der Bundesrat gefordert. Er wird in den nächsten Wochen die politischen Schwergewichte setzen müssen. Der Bundesrat muss sagen, ob er weiterhin die soziale Wohlfahrt an der Spitze der Ausgaben haben will. Der Bundesrat muss sagen, wie er sich die Entwicklung in Bezug auf die Finanzierung des Verkehrs, der Landwirtschaft, der Armee usw. vorstellt. Das ist nicht Sache des Finanzdepartementes. Wenn diese Prioritäten gesetzt sind, werden wir dieses Thema mit dem Portfolio wieder übernehmen und es dann zu Ende führen.

4. Zu einigen Spezialfragen: Frau Fässler hat erstens die Frage nach den Kompensationen gestellt, die während des Jahres durch Nachtragskredite vorgenommen werden. Es ist in der Tat so, dass wir in Anlehnung an die Schuldenbremse in der Regel im gleichen Departement die Kompensation verlangen, wenn ein Departement zusätzliche, nachträgliche Kredite anbegehrt. Über diesen Punkt ist in der Finanzkommission diskutiert worden. Wir sind auch bereit, ihn zu vertiefen und die Frage zu stellen, ob man einen anderen Weg finden könnte, um solche Kompensationen vorzunehmen. Aber was nicht geht, ist, dass Sie während des Jahres das Budget laufend verletzen und zusätzliche Ausgaben akzeptieren.

Es ist weiter mehrfach erwähnt worden, und ich freue mich eigentlich darüber, dass man das verstanden hat: Ich habe am Ende der Sitzung in der Finanzkommission gesagt, an sich wehe jetzt ein gewisser Frühlingsschwind, aber, wie es in unseren meteorologischen Breitengraden sei, sehr oft gebe es im Frühjahr noch einmal Frost. Deshalb habe ich eine «Frostwarnung» herausgegeben. Ich habe gesagt: Passen Sie auf, dass Sie jetzt an dem Punkt, wo wir sind, wo wir uns an der Schwelle zu den schwarzen Zahlen befinden, nicht die Handlungsspielräume von Anfang an gefährden.

Und Sie sind daran, gewisse Ausgaben zu tätigen, über deren Höhe man diskutieren sollte. Ich verweise auf die Entscheide im Zusammenhang mit den Kinderkrippen, mit der Finanzierung der konzessionierten Transportunternehmungen (KTU), mit dem Landesmuseum, mit der Behandlung von Aus- und Weiterbildung im Steuerbereich und insbesondere mit der BFI-Botschaft, die im Herbst kommen wird. All diese Ausgaben sollten gemeinsam betrachtet und als Ganzes gesehen werden. Nur so haben wir die Gewähr, dass sie nicht überborden.

Ein Punkt, der aufgeworfen wurde, ist das Personalwesen. Es liegt mir viel daran, dass der Bund ein verlässlicher Arbeitgeber und ein guter Sozialpartner ist. Er war es in den letzten zwei Jahren aber nur bedingt. Es gab Probleme, die in der Tat aus verschiedenen Gründen entstanden. Ich erwähne einmal das Bestreben, die Zahl der Arbeitsplätze um 4000 Einheiten zu reduzieren. Ich erwähne die Entlastungsprogramme, ich erwähne das Kreditprogramm, bei dem wir hier eine Streichung von 50 Millionen Franken zuungunsten des Personals zur Kenntnis nehmen mussten. Ich erwähne aber natürlich auch die Situation der Bundespensionskasse Publica. An diesen Massnahmen, am Abbau der Stellen, an der Konsolidierung der Kasse, führt jedoch nichts vorbei. Deshalb kommen wir nicht darum herum, diese Massnahmen in Partnerschaft mit den Verbänden zu realisieren.

Vorher wurde gesagt, die Situation sei schon dermassen schlecht, dass ich mit Bodyguards an die Versammlung eines Verbandes hätte gehen müssen. Da muss ich Ihnen sagen: Das stimmt in keiner Art und Weise. Ich war an der Generalversammlung einer Gewerkschaft, aber ich war allein dort. Ich bin an der Türe von einem Gewerkschaftssekretär abgeholt worden, der etwas beleibt ist. Im Fernsehen sah er aus wie der Bodyguard, dabei war es bloss der Sekretär, der mich an der Türe abholt und in den Saal geführt hat. Sie sehen, so gehen die Dinge manchmal. Wer einem Böses will, der soll das Böse haben. Aber ich war allein dort. Ich bin auch künftig bereit, jederzeit mit den Gewerkschaften zu sprechen. Herr Müller sitzt auf der Tribüne; er kann bestätigen, dass wir von Mann zu Mann und ohne Bodyguards verhandeln können.

Abschliessend noch ein Sonderthema der Konsolidierung: Es ist mit Recht gesagt worden, dass man hier keine konsolidierte Bilanz hat; das stimmt. Das ist ein Thema, das wir nun angehen müssen. Wir werden im Zusammenhang mit der Einführung des Finanzhaushaltsgesetzes und des neuen Rechnungsmodells zum Beispiel die Bewertungen der Beteiligungen vornehmen müssen, und das führt zum Teil zu einer neuen Betrachtung der Bilanz. Diese Bilanz werden wir so schnell als möglich vorlegen. Wir werden sie für das nächste Jahr bereits bereithaben, wir arbeiten jetzt daran. Denn es ist nötig, dass wir hier mehr Transparenz bekommen, dass wir hier den Durchblick haben, nachdem Sie uns geholfen haben, die entsprechenden gesetzlichen Grundlagen zu schaffen.

Ich möchte Sie abschliessend bitten, die Staatsrechnung des Jahres 2005 zur Kenntnis zu nehmen und die Bundesbeschlüsse gemäss den Anträgen Ihrer Kommission zu verabschieden. Ich danke Ihnen, wenn Sie mich auch künftig im Zusammenhang mit dem Bundeshaushalt so unterstützen, wie Sie es im letzten Jahr getan haben.

Präsident (Janiak Claude, Präsident): Die Berichterstatter verzichten auf weitere Ausführungen.

Ich verzichte darauf, alle Departemente vorzulesen und sämtliche Rechnungen aufzurufen, und komme gleich zu den Abstimmungen. – Sie sind damit einverstanden.

06.002

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

1. Finanzrechnung

1. Compte financier

Angenommen – Adopté

2. Bundesbeschluss I über die Eidgenössische Staatsrechnung für das Jahr 2005

2. Arrêté fédéral I concernant le compte d'Etat de la Confédération suisse pour l'année 2005

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 06.002/3303)

Für Annahme des Entwurfes 124 Stimmen

Dagegen 7 Stimmen

3. Bundesbeschluss II über die Rechnung des Fonds für die Eisenbahn-Grossprojekte für das Jahr 2005

3. Arrêté fédéral II concernant les comptes du fonds pour les grands projets ferroviaires pour l'année 2005

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 06.002/3304)

Für Annahme des Entwurfes 128 Stimmen

Dagegen 11 Stimmen

4. Bundesbeschluss III über die Rechnung 2005 des Bereiches der Eidgenössischen Technischen Hochschulen (ETH-Bereich)

4. Arrêté fédéral III concernant les comptes 2005 du domaine des écoles polytechniques fédérales (domaine des EPF)

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 06.002/3305)

Für Annahme des Entwurfes 145 Stimmen

(Einstimmigkeit)

5. Bundesbeschluss IV über die Rechnung 2005 der Eidgenössischen Alkoholverwaltung

5. Arrêté fédéral IV concernant le compte 2005 de la Régie fédérale des alcools

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 2

Antrag der Kommission

.... bis 2003 wird zur Kenntnis genommen.

Art. 2

Proposition de la commission

.... à 2003 est pris en connaissance.

Angenommen – Adopté

Art. 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 06.002/3306)

Für Annahme des Entwurfes 147 Stimmen

(Einstimmigkeit)

06.020

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

1. Finanzrechnung

1. Compte financier

Angenommen – Adopté

2. Bundesbeschluss I über den Nachtrag I zum Vorschlag 2006

2. Arrêté fédéral I concernant le supplément I au budget 2006

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–5

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1–5

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 3**Ausgabenbremse – Frein aux dépenses****Abstimmung – Vote**

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 06.020/3309)

Für Annahme der Ausgabe 145 Stimmen

Dagegen 10 Stimmen

*Das qualifizierte Mehr ist erreicht**La majorité qualifiée est acquise***Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble**

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 06.020/3307)

Für Annahme des Entwurfes 150 Stimmen

Dagegen 5 Stimmen

3. Bundesbeschluss II über die Entnahmen aus dem Fonds für die Eisenbahn-Grossprojekte für das Jahr 2006**3. Arrêté fédéral II concernant les prélèvements sur le fonds pour les grands projets ferroviaires pour l'année 2006****Detailberatung – Discussion par article****Titel und Ingress, Art. 1, 2***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté**Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble**

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 06.020/3308)

Für Annahme des Entwurfes 140 Stimmen

Dagegen 13 Stimmen

05.073

Bundesgesetz über die Pensionskasse des Bundes. Totalrevision**Loi sur la Caisse fédérale de pensions. Révision totale****Erstrat – Premier Conseil**

Botschaft des Bundesrates 23.09.05 (BBl 2005 5829)

Message du Conseil fédéral 23.09.05 (FF 2005 5457)

Botschaft des Bundesrates (Berichtigung) 29.11.05 (BBl 2005 6905)

Message du Conseil fédéral (Errata) 29.11.05 (FF 2005 6469)

Nationalrat/Conseil national 08.06.06 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 08.06.06 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 09.06.06 (Fortsetzung – Suite)

Antrag der Minderheit

(Goll, Bühlmann, Heim Bea, Hubmann, Leuenberger-Genève, Levrat, Roth-Bernasconi, Stöckli, Wyss)

Rückweisung an den Bundesrat

mit dem Auftrag:

a. die Erhöhung des Rentenalters zu streichen und weiterhin den schrittweisen Altersrücktritt ohne Leistungseinbusse zu gewährleisten; sowie

b. die Notwendigkeit einer Senkung des technischen Zinssatzes zu belegen bzw. eine allfällige Senkung sozialver-

träglich auszugestalten und die Finanzierung des zusätzlich benötigten Deckungskapitals durch den Arbeitgeber oder paritätisch vorzusehen, ohne die Versicherten (insbesondere die 45- bis 54-Jährigen) übermässig zu belasten.

Proposition de la minorité

(Goll, Bühlmann, Heim Bea, Hubmann, Leuenberger-Genève, Levrat, Roth-Bernasconi, Stöckli, Wyss)

Renvoi au Conseil fédéral

avec mandat:

a. de biffer la disposition prévoyant l'augmentation de l'âge de la retraite et de continuer à garantir le départ progressif à la retraite sans pertes de prestations;

b. de prouver qu'il est nécessaire d'abaisser le taux d'intérêt technique, ou de proposer une éventuelle baisse qui soit socialement supportable et de prévoir le financement par l'employeur ou le financement paritaire de l'augmentation de la réserve mathématique nécessaire, afin que cette augmentation ne représente pas une surcharge financière excessive pour les assurés (en particulier ceux de la tranche d'âge de 45 à 54 ans).

Kaufmann Hans (V, ZH), für die Kommission: Gestatten Sie mir, zur Totalrevision des Bundesgesetzes über die Pensionskasse des Bundes zwei Vorbemerkungen zu machen, damit Sie nicht von falschen Voraussetzungen ausgehen.

Es handelt sich nicht um jene Revision, die uns der damalige Bundesrat Kaspar Villiger am 3. Dezember 2003 in Aussicht stellte, nachdem der Bund die Pensionskasse des Bundes mit rund 5 Milliarden Franken saniert hatte. Damals sprach man ja, uns eine Vorlage zu unterbreiten, die unter anderem auch die Beteiligung des Bundes an allfälligen Börsengewinnen in Aussicht stellte. Davon will man heute nichts mehr wissen, dies ist nicht Gegenstand der Vorlage. Es geht auch nicht um eine Sanierung der Publica, denn diese war bereits zum Zeitpunkt, als wir mit der Revision begannen, mit einem Deckungsgrad von 104,5 Prozent kein Sanierungsfall. Sie ist es auch heute nicht, denn Ende 2005 lag der Deckungsgrad sogar bei 107,6 Prozent, obwohl erneut massive Rückstellungen gemacht wurden. Entsprechend können zur nachhaltigen finanziellen Konsolidierung auch nicht die im Falle von Pensionskassensanierungen vorgesehenen Massnahmen wie Prämien erhöhungen und Ähnliches getroffen werden.

Worum geht es somit bei der Totalrevision des Bundesgesetzes über die Pensionskasse des Bundes? Es sind im Wesentlichen drei Themenkreise, die aber nicht zwingend miteinander verbunden sind:

Es geht erstens um die Erfüllung der Motion 00.3179 der SPK vom 30. März 2000, die den Bundesrat beauftragt, bis spätestens Ende 2006 eine Vorlage zu unterbreiten, die für die Alterssicherung des Bundespersonals einen Systemwechsel vom Leistungsprimat zum Beitragsprimat vorsieht. Beitragsprimat bedeutet, dass sich die Höhe der künftigen Rente nach der Höhe des angesparten Kapitals bemisst. Von jenem angesparten Kapital, das am Tage der Pensionierung vorhanden ist, erhalten die Versicherten eine Rente je nach der Höhe des Umwandlungssatzes. Beträgt dieser beispielsweise 6,8 Prozent, dann sind dies pro 100 000 Franken angespartes Kapital lebenslänglich 6800 Franken pro Jahr.

Sie werden in den nachfolgenden Stellungnahmen der Fraktionen und Parlamentsmitglieder wahrscheinlich des Öfteren die Behauptung hören, dass die Staatsangestellten inskünftig mehr in die Pensionskasse einbezahlen müssten und dafür weniger Rente erhalten würden. Wer dies behauptet, hat das Wesen des Beitragsprimates nicht begriffen. Die Versicherten erhalten genau jene Rente, die sich aus ihren und den vom Bund paritätisch dazu einbezahlten Beiträgen und den erwirtschafteten Kapitalerträgen auf dem angesparten Kapital ergibt. Es könnte theoretisch also sogar der Fall eintreten, dass die künftigen Kapitalerträge reichlicher ausfallen, als es derzeit geschätzt wird. Dann werden sogar die Renten höher ausfallen als die heutigen auf der Basis des

festen Leistungsversprechens. Entwickeln sich hingegen die Kapitalmärkte ungünstig, sind geringere Renten die Folge. Warum müssen einige Jahrgänge der Aktiven bei einem Primatswechsel dennoch höhere Beiträge bezahlen? Dies ist auf die Übergangsregelung zurückzuführen. Sie sieht bekanntlich Folgendes vor: Wer zum Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Gesetzes das 55., aber noch nicht das 65. Altersjahr zurückgelegt hat, hat Anspruch auf eine staatliche Besitzstandsgarantie von 95 Prozent der nach bisherigem Recht im Alter von 62 Jahren anrechenbaren Altersrente. Einer Minderheit geht diese grosszügige Garantie noch zu wenig weit. Sie fordert eine 100-prozentige Besitzstandsgarantie. Eine 100-prozentige Garantie würde den Bund weitere 15 Millionen Franken kosten. Weil der Übergangsgeneration eine 95-prozentige Besitzstandsgarantie abgegeben wird, was eigentlich einer teilweisen Weiterführung des Leistungsprimates entspricht, ist eine zusätzliche Finanzierung notwendig. Auch die 45- bis 54-Jährigen werden höhere Beiträge, eben risikogerechte Beiträge, bezahlen müssen. Die heutigen Prämiensätze entsprechen nämlich nicht den versprochenen Leistungen und den Risiken. Um die heute versprochenen Leistungen, insbesondere die frühzeitigen Pensionierungen, zu finanzieren, müssen die jährlichen Prämieinnahmen für den gesamten Versicherungsbestand rund 60 bis 90 Millionen Franken höher angesetzt werden.

Das wäre auch die Konsequenz, falls die gesamte Vorlage zurückgewiesen würde. Dann blieben wir eben beim Leistungsprimat, und die Prämien müssten um rund 10 Prozent angehoben werden. Das geltende Pensionskassengesetz schreibt in Artikel 6 Absatz 1 klar vor, dass die Beiträge so festgelegt werden müssen, dass die zugesagten Leistungen versicherungstechnisch finanziert werden können.

Um die Zusatzbelastung der 45- bis 54-Jährigen zu mildern, sieht unsere Vorlage für die Übergangsgeneration eine grosszügige Übergangsregelung vor, indem der Bundesanteil an den Prämienbeiträgen etwas erhöht wird. Neu ist hingegen – und zwar haben wir das im Verhältnis von 16 zu 9 Stimmen in der Kommission beschlossen –, dass die Beitragspflicht mit dem 65. Altersjahr endet, aber auch schon nach dem vollendeten 21. Altersjahr beginnen kann. Die Herabsetzung des Beitragsbeginns vom 24. auf das vollendete 21. Altersjahr kostet den Bund relativ wenig, nämlich nur etwa eine Million Franken aufgerundet, und ist deshalb finanziell verknäppert.

Es gibt hierzu allerdings Minderheitsanträge, die die Beitragspflicht nach Erreichen des 62. Altersjahres bzw. nach 40 Beitragsjahren beenden wollen. Diese Vorschläge sind gut gemeint, aber eigentlich zum Nachteil der Versicherten. Bekanntlich fallen in den letzten Jahren vor der Pensionierung die grössten Sparbeiträge an. Der Bund würde dann ausgerechnet bei den grössten Beiträgen auch seinen Beitrag einsparen. Die Versicherten hätten dann weniger Angespartes, und die Renten würden dementsprechend geringer ausfallen.

Ich komme zum zweiten Teil der Vorlage: Im zweiten Teil der Vorlage geht es um die Absenkung des technischen Zinssatzes. Die Ertragsannahmen für die Vorsorgegelder der Rentner erscheinen heute angesichts des derzeitigen Anlageumfeldes, insbesondere angesichts des sehr tiefen Zinsniveaus, reichlich hoch. Die Renten der Publica basieren bekanntlich auf der Annahme, dass die Alterskapitalien der Rentner einen jährlichen Ertrag von 4 Prozent abwerfen. Diesen Zinssatz nennt man den technischen Zinssatz.

Wenn diese 4 Prozent nicht erreicht werden, müssen die Fehlbeträge von den Aktiven und vom Arbeitgeber nachfinanziert werden. So funktioniert die Solidarität in allen Pensionskassen. Wenn nun aber das Verhältnis zwischen den Rentnern und den Aktiven ungünstig ist, das heisst, wenn es sehr viele Rentner im Verhältnis zu den Aktiven gibt, dann kann diese Nachfinanzierung für die Aktiven eine grosse Belastung bedeuten. Im Falle des Bundes stehen den 50 000 Aktiven rund 43 000 Rentner gegenüber, oder, anders gesagt, auf etwa 1,2 Aktive entfällt ein Rentner. Gesamtschweizerisch beträgt das Verhältnis von Aktiven zu Rent-

nern rund 3,2 zu 1. Mit ein Grund für das ungünstige Verhältnis beim Bund sind unter anderem die von der Swisscom, der Ruag usw. übernommenen Rentner. Fehlbeträge in der Rentnerkasse können auch auftreten, wenn die Rentner länger leben als angenommen. Aber dies ist das kleinere Problem und kann mit entsprechenden jährlichen Rückstellungen für das Risiko der Langlebigkeit abgedeckt werden.

Die Publica möchte jetzt den technischen Zinssatz reduzieren, das heisst, das Renditeversprechen von 4 Prozent auf 3,5 Prozent kürzen. Will man trotzdem die Rente auf dem bisherigen Niveau beibehalten, dann bedeutet dies, dass eben mehr Kapital vorhanden sein muss, Kapital, das bei einem auf 3,5 Prozent reduzierten technischen Zinssatz eine unveränderte Rente erlaubt. Um die Senkung vorzunehmen, müsste der Bund rund eine Milliarde Franken, das sind rund 25 Lohnprozente, nachschliessen.

Eine Minderheit stellt die Notwendigkeit einer Absenkung des technischen Zinssatzes infrage. Es ist trotz Expertenberichten tatsächlich eine Glaubensfrage, wie hoch die künftigen Anlageerträge ausfallen werden. Die Mehrheit Ihrer Kommission – das Stimmenverhältnis betrug 14 zu 9 – war allerdings der Meinung, dass wir keine zu hohen Renditeversprechen abgeben sollten und den technischen Zinssatz auf 3,5 Prozent zurücknehmen sollten. Diese Senkung wird zwar im Gesetzentwurf nicht beziffert, aber wir geben dem Bundesrat die Kompetenz dazu.

In der Privatwirtschaft müsste eine solche Nachfinanzierung von den Aktiven und vom Arbeitgeber paritätisch getragen werden. Beim Bund heisst «paritätisch» 58 Prozent Bundesbeiträge und 42 Prozent Arbeitnehmerbeiträge, denn der Bund übernimmt im Gegensatz zur Privatwirtschaft die vollen Prämien für die Risiken Tod und Invalidität, und er finanziert auch die Verwaltung. Hier stellt sich eine Minderheit die Frage, warum der Bund derart grosszügig Risiken finanziert. Sie fordert deshalb auch hier eine paritätische Finanzierung im Verhältnis von 50 zu 50. In der Privatwirtschaft würde eine paritätische Nachfinanzierung für das Absenken des technischen Zinssatzes die Aktiven mit über 400 Millionen Franken, das sind rund 10 Prozent ihres Lohnes, belasten. Anders beim Bund: Für die Nachfinanzierung der Publica sollen nicht die Aktiven, sondern es soll zu 100 Prozent der Arbeitgeber, sprich der Steuerzahler, aufkommen.

Es gibt nun verschiedene Varianten, diesen substanziellen Nachschuss zu finanzieren. Man kann ihn mit einer Einmalanlage von rund 800 Millionen bis 1 Milliarde Franken finanzieren, womit der Einschuss endgültig in die Pensionskasse fliesst und nicht mehr zurückgewonnen werden kann, selbst wenn sich die Kapitalmärkte in Zukunft günstig entwickeln und einen weit höheren Ertrag abwerfen als die angenommenen 3,5 Prozent. Diese Finanzierung wird die Staatsrechnung belasten, selbst wenn sie über zehn Jahre verteilt wird. Dennoch hat sich die Mehrheit Ihrer Kommission, allerdings knapp, im Verhältnis 12 zu 11, für diesen einmaligen Einschuss entschieden.

Die andere vorgeschlagene Variante, die sich in der Form von Minderheitsanträgen durch die gesamte Vorlage zieht, will eine geschlossene Rentnerkasse bilden, für die die Aktiven im Unterdeckungsfalle nicht mehr aufkommen müssen. Wenn ich richtig gezählt habe, sind 15 der 22 Minderheitsanträge mit der Schaffung einer geschlossenen Rentnerkasse verbunden. Der Bund übernimmt allein die Leistungsgarantie und das volle Anlagerisiko, wenn wir eine solche Kasse schaffen. Dies ist eine Absage an die Solidarität zwischen den Aktiven und den Pensionierten und könnte als schlechtes Beispiel für weitere bundesnahe Kassen dienen. Und eines Tages werden sich auch die privaten Pensionskassen fragen, warum Staatsangestellte dermassen privilegiert werden.

Die Ausgliederung der Rentner ist Voraussetzung für das vom Bundesrat vorgeschlagene Finanzierungsmodell. Dieses sieht die Schaffung eines Garantiefonds vor. Was heisst das? Der Bund öffnet einen Fonds mit rund einer Milliarde Franken, aber diese Mittel werden erst dann in die Pensionskasse übertragen, wenn diese in eine Unterdeckung gerät

oder nicht mehr zahlungsfähig ist. Die Absicht dahinter ist die, dass die in den Garantiefonds einbezahlten Gelder wieder in die Bundeskasse zurückgeführt werden können, wenn sie nicht mehr benötigt werden.

Der Bund spekuliert also darauf, dass mit 25-prozentiger Wahrscheinlichkeit über die vorgesehene Dauer von zwanzig Jahren überhaupt keine Nachfinanzierung notwendig würde, und mit 50-prozentiger Wahrscheinlichkeit soll der Betrag für die Nachfinanzierung weniger als 600 Millionen Franken betragen. So verführerisch diese Lösung auf den ersten Blick erscheint, so darf doch nicht übersehen werden, dass auch der umgekehrte Fall eintreten könnte, nämlich dass mit 20-prozentiger Wahrscheinlichkeit ein Betrag von über 1,8 Milliarden Franken und mit 10-prozentiger Wahrscheinlichkeit sogar einer von über 2,6 Milliarden Franken auf den Bund zukommen könnte. Das wäre vor allem dann der Fall, wenn in den ersten Jahren der geschlossenen Rentnerkasse Kurseinbrüche an den Finanzmärkten in grossem Ausmasse einträten. Nachschusspflichten könnten allerdings auch dann entstehen, wenn der Teuerungsausgleich bezahlt wird, bevor eine entsprechende Schwankungsreserve aufgebaut wurde. Ich werde auf weitere Punkte in der Detailberatung eingehen.

Nur noch ein Wort zum dritten Teil: Es geht auch noch um organisatorische und strukturelle Neuausrichtungen. Insbesondere geht es um die Frage, ob man betriebsfremde, also nichtbundeseigene Unternehmen weiterhin bei der Publica belassen soll.

Die gesamte Reform wird nicht nur von den Steuerzahlern finanziert werden, sondern auch von der Pensionskasse und von den Aktiven. Wir werden aber, wie ich gesagt habe, bei der Detailberatung nochmals darauf zurückkommen.

Beck Serge (RL, VD), pour la commission: Il n'est pas nécessaire de rappeler dans les détails – je n'en aurais d'ailleurs pas le temps – la longue et tumultueuse histoire des institutions de prévoyance professionnelle de la Confédération. Il convient tout de même de ne pas oublier que les démarches législatives d'assainissement entreprises à la fin des années 1990 découlaient d'une situation déliquescence, qui avait nécessité la mise sur pied d'une commission d'enquête parlementaire. Ainsi, pendant dix ans, les chambres n'avaient pas pu adopter les comptes de la Caisse fédérale de pensions et les dossiers individuels des assurés baignaient dans un obscurantisme peu compatible avec la loi fédérale sur le libre passage. Il était donc nécessaire, dans l'intérêt des employés comme dans celui des employeurs, d'assainir la situation de la prévoyance professionnelle de la Confédération et celle des employeurs qui en dépendent.

La réforme adoptée le 23 juin 2000 était la première étape de ce processus paritairément indispensable. Quelques dinosaures de la Commission des institutions politiques (CIP), qui partagent avec moi le privilège ou le handicap d'ancienneté, savent que cette modification législative avait un goût d'inachevé. C'est pour cette raison que la motion 00.3179 de la CIP a été transmise par le Parlement au Conseil fédéral, pour charger ce dernier de présenter d'ici la fin de 2006 un projet de passage à la primauté des cotisations pour le régime de prévoyance professionnelle de la Confédération.

La prévoyance professionnelle de la corporation publique helvétique n'échappe pas aux effets de l'évolution démographique et économique. Les effets actuariels de l'allongement de l'espérance de vie entraînent une dégradation du rapport entre la période de cotisation et la période de rente. L'évolution dans le domaine du rendement des placements amène à remettre en question le taux d'intérêt technique de 4 pour cent utilisé pendant de longues périodes boursières fastes. Par ailleurs, les mesures antérieures trop fréquentes et trop généreuses de mise à la retraite anticipée continuent de peser, par le collège des retraités, sur la situation financière générale de l'institution.

La création de Publica en 2000 a cependant été un premier pas décisif dans l'assainissement financier de la prévoyance professionnelle fédérale. Le taux de couverture dépasse 109 pour cent à fin 2005 et la bonne gestion des placements

laisse entrevoir que le seuil de 115 pour cent, nécessaire à la couverture des engagements de prévoyance et à la constitution d'une réserve adéquate de 15 pour cent pour fluctuation des valeurs des placements, sera atteint dans les trois à cinq ans à venir. Publica aura enfin atteint son autonomie par rapport à l'employeur et pourra exercer la gestion paritaire définie dans le cadre législatif en toute indépendance. Les dispositions prévues pour régler ce régime seront dorénavant régies dans le cadre de deux lois distinctes qui vous sont présentées dans le présent projet: la loi fédérale régissant la Caisse fédérale de pensions traite de l'organisation, du fonctionnement et du financement de l'institution de prévoyance qui groupe les caisses distinctes de différents employeurs. Elle pose les principes concernant les placements et la présentation comptable; elle met en place des dispositions transitoires visant à la consolidation de la caisse et à la pérennité du plan de prévoyance; la loi sur le personnel de la Confédération fixe, elle, les éléments relevant du contrat de travail, soit les principes de la politique de prévoyance, en particulier la capitalisation, les limites des montants de cotisations, la durée de celles-ci, les conditions régissant les prestations.

La loi sur le personnel définit également les conditions pour la reconnaissance des unités administratives en tant qu'employeur par Publica. La volonté de la majorité de la commission est de terminer par la modification législative qui vous est proposée, ce que j'appellerai le «nettoyage des écuries d'Augias» et de mettre en place des conditions d'assainissement durable au plan systémique et institutionnel du deuxième pilier des collaborateurs de la Confédération. Le Conseil fédéral a largement négocié avec les associations de personnel pour la préparation de son message et la commission a également entendu des représentants des assurés au cours de ses travaux. La convergence de points de vue ne peut naturellement pas être totale, mais les positions des employés ont été largement intégrées dans la réflexion conduisant aux dispositions qui vous sont proposées.

Après avoir auditionné le chef du Département fédéral des finances, les représentants de la caisse, du personnel et les experts, la commission a procédé – avant d'entrer dans la discussion par article – à un certain nombre de choix de principe.

Primauté des cotisations: le passage à la primauté des cotisations, qui est sans doute la disposition majeure de ce projet, n'a jamais été combattu en tant que tel. Cette évolution illustre d'ailleurs une tendance générale de mutation dans les institutions de prévoyance. Le système de primauté des cotisations répartit les risques de l'évolution conjoncturelle entre employés et employeurs, tandis qu'en primauté des prestations, seuls ces derniers assument ce type de risque. Mais la primauté des cotisations offre surtout davantage de transparence, permettant à chaque cotisant de connaître en tout temps le capital accumulé et donc les prestations acquises. Ce système met également directement et individuellement en relation les prestations obtenues avec les cotisations versées en termes de volume et de durée, évitant ainsi les solidarités opaques et injustes entre assurés. Il convient de le rappeler aux collaborateurs de la Confédération.

Le débat, par contre, a davantage porté sur les mesures transitoires qui doivent être offertes aux assurés qui subissent par le changement du système de primauté une diminution des prestations projetées, alors que leurs cotisations vont augmenter. Il s'agit des classes d'âge de 55 à 65 ans et, dans une moindre mesure, de la classe d'âge de 45 à 55 ans. La commission a retenu – nous aurons l'occasion d'y revenir – une garantie statique des acquis à hauteur de 95 pour cent.

Taux d'intérêt technique: à une courte majorité, la commission a jugé que le taux d'intérêt technique devait figurer dans les règlements de prévoyance et non dans la loi. Ce taux est dépendant du rendement lissé des placements et doit pouvoir être adapté dans le cadre des mécanismes paritaires, compte tenu des réalités conjoncturelles.

Echelonnement des cotisations: conformément au projet du Conseil fédéral, la commission a estimé que l'échelonne-

ment des cotisations doit être fixé dans les règlements de prévoyance et non dans la loi. Il convient pourtant de remarquer et de faire remarquer au Conseil fédéral que nous sommes au milieu de la génération d'entrée de la loi sur la prévoyance professionnelle et que d'ici deux décennies, les personnes partant à la retraite auront été soumises à cette loi pendant toute leur carrière professionnelle. L'échelonnement des cotisations et des modifications devrait donc être progressivement resserré et non pas élargi aux dépens de l'attractivité des travailleurs de plus de 50 ans. Le Conseil fédéral, en tant qu'employeur et en tant que législateur souhaitant consolider le deuxième pilier par un allongement de la vie active, doit faire preuve de cohérence et éviter les facteurs de discrimination des travailleurs âgés.

Durée de l'obligation d'assurance: le changement de système de primauté change les paramètres du débat dans ce domaine. En effet, dans un système de primauté des cotisations, toute occasion de cotiser améliore directement les prestations futures. La durée de carrière, selon le plan type indispensable pour mettre en place la primauté des prestations, n'a plus de sens. Ce changement de paramètre est difficile à intégrer culturellement, auprès des employés et même auprès de certaines des organisations qui les représentent. La majorité de la commission a donc choisi d'allonger au maximum l'obligation ou la possibilité de cotiser, dans l'intérêt des travailleurs.

Taux de couverture: la commission s'est interrogée sur la nécessité de coordonner les dispositions concernant Publica avec celles qui sont actuellement étudiées par la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique en relation avec l'initiative parlementaire 03.432 que j'ai déposée en vue de la recapitalisation des caisses de pension publiques. L'acceptation d'une situation transitoire de découvert aurait pu être un moyen d'absorber les coûts du collège des rentiers actuels. Cette solution a été écartée par les organes de la caisse et par le Conseil fédéral en raison du transfert de charges d'une recapitalisation future – transfert des rentiers sur les actifs. La liberté de gestion paritaire des plans de prévoyance et des placements ne peut être acquise que par un bilan en caisse fermée, avec capitalisation complète et réserve de fluctuation des placements. La commission a elle aussi renoncé à ce retour en arrière, après l'effort de recapitalisation choisi en 2000. Elle salue la volonté des organes de Publica de gérer l'institution avec les contraintes et les possibilités de dynamisme des institutions autonomes du secteur privé.

Caisse fermée des bénéficiaires de rentes de Publica: c'est le point de principe qui a occupé la commission pendant l'essentiel de ses travaux. Les positions de la commission, divisée en deux camps de force égale sur ce point, n'ont varié au fil des débats qu'en fonction de la présence ou de l'absence de l'un ou l'autre parlementaire. Le Conseil fédéral, soucieux à juste titre de maîtriser l'équilibre des finances fédérales, propose, en créant, au moment de l'entrée en vigueur de la loi, une caisse séparée pour les rentiers, de combler les lacunes financières de la prévoyance de ces derniers par un financement particulier basé sur des spéculations conjoncturelles.

Cette proposition pose des problèmes majeurs au plan des principes du deuxième pilier qui postulent une solidarité entre actifs et rentiers. Découpler, à un moment arbitraire, le collège des rentiers de l'effectif des actifs parce que les rentiers ne peuvent être impliqués financièrement dans les mesures d'assainissement, c'est nier la communauté d'intérêts et de responsabilité à la gestion paritaire dont découle la situation de Publica. C'est également créer de graves inégalités de traitement entre rentiers anciens et nouveaux. L'effet de précédent ne doit pas être négligé, et les CFF annoncent déjà dans leur rapport 2005 envisager la création d'une caisse de rentiers.

Après avoir examiné un corapport de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique, lacunaire quant aux effets que constituerait la création d'une caisse fermée de rentiers sur les principes de solidarité et de la LPP, la commission a auditionné deux experts qui ont confirmé la rup-

ture de solidarité que constituait une séparation arbitraire des collèges des rentiers et des actifs. Jugeant totalement inopportun de créer une faille dans le système fondateur du contrat social qu'est le deuxième pilier pour servir les intérêts financiers à court terme de la Confédération, la commission a finalement refusé la création d'une caisse fermée pour les rentiers. Elle propose que l'employeur fédéral verse un montant unique à Publica pour rattraper le découvert de financement de l'effectif des rentiers qui ne doit pas être supporté par les actifs. Ce montant a été évalué par l'administration à environ 900 millions de francs. Une telle solution aura l'avantage de rendre à la caisse son autonomie et ses responsabilités de gestion, à l'image des institutions autonomes de l'économie privée, sans atteinte dommageable aux principes du deuxième pilier, ni – il convient de le souligner – aux droits des cotisants.

La commission, qui a accepté le projet tel qu'amendé, par 13 voix contre 9, vous invite à entrer en matière et à procéder à la consolidation durable de la prévoyance professionnelle que la prévoyance professionnelle de la Confédération doit à ses employés. Nous pourrions ainsi enfin tirer un trait sur une période de gestion incohérente et financièrement inconséquente de ce domaine au cours des vingt dernières années.

Goll Christine (S, ZH): Die Totalrevision des Bundesgesetzes über die Pensionskasse des Bundes, wie sie hier vorliegt, ist eine unerhörte Zumutung für das Bundespersonal, konkret: für 36 000 Frauen und Männer, die im Dienste unserer Bürger und Bürgerinnen beim Bund angestellt sind. Der Bund war einmal ein guter Arbeitgeber, doch der heute existierende Bundesrat hat als Arbeitgeber längst keine Vorbildfunktion mehr. Mit den Entlastungsprogrammen, mit der Aufgabenverzichtplanung, mit der Verwaltungsreform, mit dem Aufgabenportfolio des Bundes – und wie all die Abbaumassnahmen sonst noch heissen – wird der Bund zum grössten Arbeitsplatzvernichter und Lohndrücker in der Schweiz. Mit der Publica-Revision verlangt der Bundesrat jetzt von seinen Arbeitnehmern und Arbeitnehmerinnen auch noch, dass sie länger arbeiten, dass sie massiv mehr Beiträge bezahlen und dass sie dafür auch noch Rentenkürzungen ernten sollen – und dies bei einer Ausgangslage, in der sich die Bundespensionskasse Publica in einer stabilen Finanzlage präsentiert und gesund ist, wie wir das auch eingangs von den Kommissionsprechern gehört haben.

Die Arbeitnehmenden beim Bund sollen zahlreiche Privilegien geniessen. Dieser Mythos wird immer wieder neu aufgebaut, obwohl die Realität und Vergleichsstudien das Gegenteil beweisen. Punkto Lohn, Anstellungsbedingungen, Laufbahn und Karriereöglichkeiten sind die Bundesangestellten nicht besser gestellt als andere Arbeitnehmende in diesem Land.

Absolut vernichtend fällt hingegen das Urteil einer vom Bund in Auftrag gegebenen Marktvergleichsstudie zur Publica aus. Sie kommt nämlich zum Schluss, dass die Altersleistungen tiefer sind als bei Vergleichsfirmen. Die Marktvergleichsstudie kommt zum Schluss, dass die Risikoleistungen bei Invalidität und Tod zum Teil weit unterdurchschnittlich sind, vor allem bei älteren Arbeitnehmenden. Sie kommt zum Schluss, dass die Gesamtbeiträge höher sind als bei anderen Pensionskassen, dass insbesondere die Beiträge der Arbeitnehmer und Arbeitnehmerinnen deutlich höher sind und dass vor allem über 50-Jährige markant höhere Beiträge bezahlen müssen. Sie kommt zum Schluss, dass der Arbeitgeber Bund im Vergleich zu anderen Pensionskassen sehr billig wegkommt. Ein absolut vernichtendes Urteil!

Im Hintergrund dieser Totalrevision steht eine Vereinbarung zwischen der Bundesverwaltung, dem Bundesrat als Arbeitgeber und den Bundespersonalverbänden, eine Vereinbarung, die schriftlich festgehalten wurde und die vom Bundesrat inzwischen gebrochen wurde. In dieser Vereinbarung, die noch keine zweieinhalb Jahre alt ist, steht schwarz auf weiss, dass mit einem Wechsel vom Leistungs- zum Beitragsprimat kein Sparauftrag verbunden ist. Es steht darin auch, dass das bisherige Leistungsniveau gewahrt bleiben soll. Ebenfalls schwarz auf weiss ist festgehalten, dass bei

einem Primatwechsel ein schrittweiser Altersrücktritt ohne Leistungseinbusse ermöglicht werden soll.

Diese Vereinbarung gilt heute nicht mehr, denn wenn wir die Ergebnisse dieser Revision anschauen, sehen wir, dass das Gegenteil der Fall ist. Das ist der Grund, weshalb wir Ihnen beantragen, diese Vorlage an den Bundesrat zurückzuweisen. Wir verbinden damit vor allem zwei Aufträge: Erstens soll der Bundesrat die Erhöhung des Rentenalters zurücknehmen und den schrittweisen Altersrücktritt weiterhin ermöglichen. Zweitens soll der Bundesrat als Arbeitgeber vor allem dafür sorgen, dass die Senkung des technischen Zinssatzes, wie sie jetzt vorgesehen ist, nicht einseitig durch die Arbeitnehmer und Arbeitnehmerinnen berappt werden muss.

Ich bitte Sie, dem Rückweisungsantrag zuzustimmen.

Roth-Bernasconi Maria (S, GE): Nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation particulière puisque nous devons assumer un double rôle: celui de législateur auquel nous sommes rompus et celui d'employeur, casquette que nous ne revêtons quasiment jamais. A ce sujet, j'aimerais souligner que contrairement à ce que le rapporteur de la commission a suggéré, les employés de la Confédération ne sont pas ces privilégiés tant décriés à qui les meilleures conditions de travail sont offertes et qui pourraient donc faire n'importe quel sacrifice supplémentaire. En tant qu'employeur, nous devrions nous inquiéter. Le degré de satisfaction des employés fédéraux est très mauvais. Ils sont toujours plus sous pression, notamment à cause des plans d'économies votés dans nos chambres. Non, les conditions pour les employés de la Confédération ne sont plus meilleures que celles du privé, bien au contraire.

Le rôle d'exemple de la Confédération tombe notamment aussi en matière de prévoyance puisque, d'après une étude comparative effectuée sur demande de l'Office fédéral du personnel et de Publica, les caisses de pension d'entreprises privées comme celle de l'UBS, Swisslife, Migros, Nestlé et autres offrent de bien meilleures prestations que Publica; et ce qui se fait à l'Etat donne des signes négatifs à l'économie privée, ne l'oublions pas. Travailler plus, payer des cotisations plus élevées, pour recevoir finalement des rentes plus basses, voici le programme proposé par la majorité de la commission.

Faisant résistance à ce paquet de démantèlement, le groupe socialiste vous demande de soutenir la minorité Goll et de renvoyer ce projet au Conseil fédéral.

Un petit rappel s'impose: à la base de cette réforme, on trouve le changement de la primauté des prestations en faveur de la primauté des cotisations. Ce changement de primauté a été accepté par tous les partenaires sociaux au nom de la survie financière de la caisse, bien qu'il constitue, pour les personnes actives de la caisse, une baisse des prestations auxquelles elles auront droit à leur retraite.

Jusque-là, une majorité de raison avait réussi à se mettre d'accord. Cependant, à ce changement se sont greffés d'autres changements, comme l'abaissement du taux d'intérêt technique et l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes. Ces trois points – il en existe d'autres – constituent pour les socialistes les principaux motifs justifiant le renvoi de ce projet au Conseil fédéral.

L'abaissement du taux technique a pour conséquence une baisse du capital, estimée à près de 1 milliard de franc, coût que le Conseil fédéral propose de porter entièrement à la charge des actifs de la caisse, en reniant la pratique qui veut que la charge soit au minimum portée de manière paritaire entre les employés et l'employeur. Cette décision est socialement inacceptable et cet aspect justifierait à lui seul le renvoi du projet au Conseil fédéral.

Autre absurdité: l'âge auquel les employés peuvent prétendre à une retraite complète sera désormais élevé à 65 ans. Cet aspect va non seulement à contre-courant de ce qui se passe dans la pratique, puisque l'âge moyen de départ à la retraite est actuellement de 61 ans et 4 mois; mais il crée également une inégalité de traitement entre les personnes qui ont des hauts salaires, qui peuvent se permettre de partir

avec une rente incomplète, et celles qui ont des bas salaires et qui n'ont pas cette possibilité, uniquement pour des raisons financières.

Vous avez la mémoire courte, Mesdames et Messieurs de la majorité. En effet, lors de la votation populaire sur la 11e révision de l'AVS, presque 70 pour cent des citoyens ont refusé une augmentation de l'âge de la retraite sans possibilité de retraite anticipée sociale. Sans parler des femmes, qui peuvent prétendre aujourd'hui encore à une rente complète à 64 ans dans le cadre du premier pilier, mais à qui on refuse ce droit si elles travaillent à la Confédération.

Cette proposition est également contraire à toutes les idées du moment, qui demandent de calquer le droit à une retraite complète non pas sur l'âge, mais sur les années de cotisation.

En conclusion, le projet proposé est socialement inacceptable. En acceptant le passage de la primauté des prestations à celle des cotisations, les employés avaient déjà accepté de supporter une grande partie de l'effort financier. Rappelons-nous: une déclaration d'intention commune avait été conclue entre syndicats et employeur et le Conseil fédéral avait garanti que les efforts seraient partagés. Mais le message qui nous est présenté aujourd'hui n'a plus fait partie d'une quelconque négociation: c'était à prendre ou à laisser. En violant la déclaration d'intention précitée, la Confédération a quitté le partenariat social, alors qu'elle devrait donner l'exemple et se comporter en employeur correct. C'est inacceptable pour le groupe socialiste.

Un dernier mot: si tous les employés sont touchés, les grands perdants de cette révision sont les personnes entre 45 et 54 ans, car elles ne profiteront pas de mesures d'accompagnement et paieront plus que leur part pour remettre la caisse à flot. Or, la plupart de ces personnes ont souvent des charges très élevées étant donné que leurs enfants sont encore en formation.

Pour toutes ces raisons, le groupe socialiste vous demande de renvoyer ce projet au Conseil fédéral.

Stöckli Hans (S, BE): Mit grossen Buchstaben und voller Stolz hat man in der Informationsschrift der Publica 1/2006 geschrieben, dass die Pensionskasse des Bundes im Jahre 2005 eine Performance von 9,85 Prozent erzielt hat. Auch kann im noch nicht gedruckten Geschäftsbericht der Kasse gelesen werden, dass die Publica per 31. Dezember 2005 einen Deckungsgrad von 107,6 Prozent aufweist. Sie hat diesen Deckungsgrad also im letzten Jahr um über 3 Prozent steigern können. Offensichtlich – das hat auch die Kommissionsmehrheit vorhin ausgedrückt – ist die Kasse in guter Verfassung. Natürlich fehlen noch einige Prozente, damit genügend Schwankungsreserven gebildet sind, damit man sagen kann, die Kasse sei nachhaltig saniert. Auch besteht ein Problem, das eine Reform notwendig macht: Tatsächlich sind heute nicht alle Leistungen voll finanziert. Ein Wechsel vom Leistungs- zum Beitragsprimat wird von linker Seite nicht mehr bekämpft.

Diese beiden Punkte wären die Agenda, mit welcher eine korrekte Publica-Vorlage auch von der SP-Fraktion mitgetragen würde. Aber ich bin erstaunt, feststellen zu müssen, dass die Version, die nun dem Parlament vorliegt, als Frontalangriff auf die Sozialpartnerschaft auf Bundesebene bezeichnet werden muss. Das muss ich als Arbeitgeber mit über 1200 Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern, nämlich der Stadt Biel, sagen, in welcher wir den Primatwechsel auch durchgekämpft haben und den Deckungsgrad heute auch auf über 100 Prozent haben steigern können.

1. Diese Vorlage verletzt, wie schon gesagt wurde, die Vereinbarung mit den Personalverbänden vom 19. Dezember 2003. Das Rentenalter wird auf 65 erhöht, die Beitragssätze werden massiv angehoben und die Leistungen erheblich gekürzt.

2. Praktisch alle Kosten der Konsolidierung der Pensionskasse hinsichtlich der aktiv Versicherten werden diesen alleine auferlegt. Das ist nicht akzeptabel. Sie tragen die Mehraufwendungen für die Beseitigung der notwendigen Ausfinanzierung der Leistungen, alle Kosten, welche der Pri-

matwechsel verursacht, und zu guter Letzt – das ist nicht akzeptabel – auch die ganze Milliarde Franken, welche die Herabsetzung des technischen Zinssatzes von 4 auf 3,5 Prozent ausmacht. Das ist ein starkes Stück, das kaum einer privaten Arbeitnehmerin oder einem privaten Arbeitnehmer in den letzten Jahren zugemutet wurde!

3. Diese völlig einseitige und nicht ansatzweise partnerschaftliche Belastung der Bundesangestellten hat zur Folge, dass die einst vorbildliche Bundespensionskasse zu einer unterdurchschnittlichen Kasse mutiert. Der Bundesrat hat dies an seiner Sitzung vom 9. Dezember 2005 im Rahmen von zwei Studien auch zur Kenntnis nehmen müssen. Leider belegen diese Studien, dass die Vermutung, wonach die Bundesverwaltung höhere Löhne und höhere Zusatzleistungen ausrichtet als die Privatwirtschaft, nicht zutrifft. Noch viel krasser ist die Erkenntnis, dass mit dieser Vorlage zur Publica die Mitarbeiter des Bundes generell höhere Beiträge an die berufliche Vorsorge leisten müssen als ihre Kolleginnen und Kollegen in der Privatwirtschaft. Bei den heutigen Altersleistungen steht die Publica im Mittelfeld. Aber mit den Neuerungen bezüglich Beitragsprimat geraten auch diese Leistungen unter die Werte vergleichbarer privater Einrichtungen. Auch mit der bescheidenen Verbesserung der Lage der 45- bis 54-Jährigen ist es gerade diese Generation, welche unverhältnismässig zur Kasse gebeten wird. Das ist ein schlechtes Zeichen!

4. Schliesslich muss leider festgestellt werden, dass die vorgeschlagene Erhöhung des Rentenalters auf generell 65 Jahre für alle Bundesangestellten vollkommen missachtet, dass bereits heute das effektive durchschnittliche Rücktrittsalter beim Bundespersonal bei 61,5 Jahren liegt, und dass somit vor allem die mittleren und tieferen Einkommenschichten nicht mehr auf Renten kommen werden, die es ihnen erlauben würden, eine anständige Gesamrente zu erhalten.

Diese Mängel und Ungerechtigkeiten können leider nicht in der Detailberatung beseitigt werden. Demnach muss die Vorlage an den Bundesrat mit den Auflagen, die Sie in den Unterlagen haben, zurückgewiesen werden. Ich danke Ihnen für die Rückweisung.

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 13.00 Uhr
La séance est levée à 13 h 00*